

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES EN RÉPONSE !

CHRONIQUEURS

Le périlleux coup de sang du ministre de l'Intérieur contre la corruption

BILLET

Quand Alger craint la paix comme le diable craint l'eau bénite !!

LA 5G

LE CERVEAU HUMAIN EXPOSÉ AUX ONDES : QUE SAIT-ON SCIENTIFIQUEMENT ?

ROOM

Aux portes de 2026, l'intelligence artificielle scrute... et les électeurs aussi

EXPERTS

Pour créer plus d'emplois, il faut encourager surtout la PME

”

Depuis quelques années, l'arrivée de la 5G suscite une vague de contestation : le certaines voix avancent que le cerveau humain ne supporterait pas des ondes « discontinues » ou de très haute fréquence, comme celles utilisées par la 5G.

”

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

L'ODJ STREAM LIVE 00:29:48

L'ODJ R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

04

06

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

22

**EXPERTS
INVITÉS**

30

**QUARTIER
LIBRE**

34

ROOM

38

BILLET

IDÉBATS

LODJ



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
16
NOV | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSaid - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



CONFESSION : HORS DU CARRÉ, MAIS JAMAIS HORS DES LIGNES ROUGES

Billet pour répondre à une injonction : mais d'où parlez-vous ?

Pour commencer, autant le réaffirmer sans détour : je suis monarchiste, légitimiste, patriote et Istiqlalien (je suis tombé dans la marmite à mon enfance.) assumé. Non par calcul ni par opportunisme, mais par conviction intime, ancrée dans l'histoire et dans l'attachement au socle d'unité que représente la monarchie pour ce pays. Mon parcours politique (Hypercentre : centre droit dans la majorité et centre gauche dans l'opposition) en témoigne, mes déclarations l'assument, mes podcasts et mes écrits l'ont gravé à jamais. Cette fidélité n'exclut ni la lucidité ni la critique constructive. Elle s'inscrit au contraire dans une vision exigeante du patriotisme : celle qui aime assez pour vouloir comprendre, corriger, améliorer. Car être patriote, ce n'est pas répéter les slogans, c'est défendre la continuité tout en questionnant ses glissements. Et c'est à partir de cette ligne claire — ni aveugle ni servile — que je parle, que j'écris, et que je m'engage.

Je suis, et j'ai toujours été, un lanceur d'alerte.

Pas par posture héroïque ni par goût du scandale, mais parce que le silence m'étouffe plus que le bruit des vérités qui dérangent. Depuis toujours, je sens cette tension intérieure entre la conformité et la lucidité. J'ai choisi mon camp : celui de la pensée libre et responsable, même si elle gratte un peu, même si elle dérange un peu. Sortir du carré, oui. Mais pas pour fuir la raison mais pour mieux l'éprouver.

J'ai souvent été catalogué comme "critique", parfois "à charge", rarement "à décharge". C'est faux : je ne tire pas pour détruire, je fouille pour comprendre. Mon but n'a jamais été de choquer, mais de secouer ce confort intellectuel qui anesthésie les consciences. La complaisance m'ennuie ; le mensonge me révolte ; l'aveuglement collectif me fascine par sa puissance d'auto-destruction. Être lanceur d'alerte, c'est parfois simplement refuser de fermer les yeux quand tout le monde regarde ailleurs.

Je crois profondément au doute méthodique, celui qui ne nie pas mais qui interroge. Douter, ce n'est pas rejeter ; c'est examiner, peser, confronter. C'est refuser la paresse de la certitude. Ce doute-là n'est pas nihiliste. Il n'annule rien, il affine tout. Je ne crois pas que tout soit vain, je crois que tout mérite d'être interrogé avant d'être adopté. Et si cela fait de moi un pseudo sceptique, j'en accepte le terme avec fierté.

J'aime les angles et angles morts en particulier. J'aime tourner autour d'un sujet comme autour d'une sculpture : chaque face révèle une nuance, une ombre, une lumière. C'est pourquoi je porte souvent plusieurs casquettes, quitte à brouiller les pistes. L'avocat du diable, l'observateur, le témoin, le contradicteur — tous ces rôles sont des miroirs que j'utilise pour saisir la complexité du réel. Mon défaut majeur, selon mon ami feu Khalid Jamaï, cette faculté ou ce réflexe à la sur-analyse.



Un sujet n'est jamais un bloc homogène ; il est une mosaïque mouvante de vérités partielles. Et moi, j'aime les mosaïques.

Je vois le verre à moitié vide, mais aussi à moitié plein. Pas par compromis, par équilibre. La lucidité sans espoir mène à la lassitude ; l'optimisme sans lucidité conduit à l'aveuglement.

Entre les deux, il y a un espace rare : celui de la conscience tranquille, de l'engagement réaliste et responsable. Je me tiens là, sur cette ligne de crête où l'on peut encore croire sans se mentir, et douter sans se détruire. C'est un exercice d'équilibriste, mais c'est le seul qui me semble honnête.

Je ne me prétends pas neutre. La neutralité absolue n'existe pas ; elle est souvent le masque des intérêts déguisés. Ce que je cherche, c'est la justesse et l'équité intellectuelle.

Être à charge et à décharge, c'est rendre justice à la complexité. C'est dire : « oui, mais » mais pas systématiquement. C'est accepter que la réalité soit pleine de contradictions sans chercher à la simplifier pour la rendre confortable. Dans un monde saturé d'opinions, la nuance est devenue un acte de résistance.

Je suis un réaliste optimiste. Je crois que les hommes peuvent mieux faire, mais je sais qu'ils répètent souvent les mêmes erreurs. Je crois que la vérité finit par percer, mais je sais qu'elle arrive souvent trop tard. Je crois que la parole peut encore guérir, à condition qu'elle ne soit pas travestie. Et surtout, je crois que penser avec responsabilité, c'est encore un acte de liberté et peut-être le plus important.

Être un lanceur d'alerte, ce n'est pas se sentir au-dessus. C'est accepter de porter le poids du soupçon légitime. C'est savoir que beaucoup vous écouteront en cachette, mais peu vous défendront publiquement. C'est comprendre que la vérité, même dite calmement et tranquillement, a toujours un coût. Ce n'est pas un rôle, c'est une vocation silencieuse, un instinct de veilleur. Je ne dénonce pas pour détruire ; je révèle pour reconstruire.

J'ai souvent douté de moi, plus que des autres. Parce que la lucidité fatigue. Parce que le doute use. Mais il éclaire aussi. Et dans ce clair-obscur, j'ai appris à faire la paix avec mes contradictions. Être critique ne signifie pas être amer. Être vigilant ne signifie pas être paranoïaque. Être indépendant ne signifie pas être seul. C'est simplement refuser d'abdiquer sa pensée.

Je crois que notre époque a besoin de moins de certitudes et de plus d'honnêteté intellectuelle. Moins de slogans, plus de silence pour réfléchir. Moins de juges (Youtubeur, ...) , plus d'explorateurs. J'essaie, à ma manière, d'être l'un d'eux : celui qui observe, analyse, compare, mais qui n'oublie jamais de douter et d'espérer.

Si je devais résumer ma trajectoire, je dirais que j'ai choisi le risque du vrai plutôt que le confort du consensus. Ce n'est pas un mérite, c'est une nécessité intérieure. Je n'ai jamais cherché à plaire ; j'ai cherché à comprendre. Et parfois, comprendre, c'est déjà déranger. Mais déranger, quand c'est au service d'une vérité partagée, c'est un acte d'amour déguisé.

Je suis, et je resterai, un homme qui préfère la complexité à la facilité, la contradiction à l'unanimité, la réflexion à la récitation. Je suis un lanceur d'alerte non pas contre le monde, mais pour le réveiller un peu, juste un peu. Parce qu'à force de marcher en carré, on finit par oublier que la pensée, elle, est circulaire.

Et dans ce cercle infini du doute et de la foi, du vide et du plein, je continue à chercher l'équilibre non pas pour avoir raison, mais pour rester vivant.



Par **Adnan Benchakroun**

LE PÉRILLEUX COUP DE SANG DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR CONTRE LA CORRUPTION

Mais quelle mouche a donc piqué le ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit quand il a colériquement déclaré voici quelques jours au parlement que ses services traqueront les élus communaux indélégats, et que ces mêmes indélégats rendront gorge et rendront l'argent aussi, de gré ou de force !

Un ministre de l'Intérieur, il est vrai, c'est en général du muscle... oui, mais c'est aussi de la finesse et de la retenue... sauf s'il est convaincu que ses services ne s'arrêteront pas en milieu (voire même en début) de chemin.

Qu'a dit le ministre de l'Intérieur et où a-t-il fait son « annonce » ?

Il s'exprimait devant la commission de l'intérieur à la Chambre des représentants où il se trouvait, en principe pour défendre son budget sectoriel. Au lieu de cela, il a tancé et menacé les élus auxquels serait venue l'idée de s'approprier des biens publics, et qu'ils rendront soit de leur plein gré soit sous la contrainte ! Le ministre a bien pris soin de préciser que ce type d'élus constituait une infime minorité, mais à ce niveau de l'histoire, cette précision relevait plus de la volonté d'équilibre sémantique que d'autre chose.

Ce qu'on retient est le ministre de l'Intérieur traquant le fassad, concept plus large que la simple corruption. Il n'y a aucune raison de ne pas le croire, puisque de toutes les manières, les faits seront là à l'avenir pour illustrer, ou démentir, son propos.

Abdelouafi Laftit prend depuis plusieurs années du galon et de la puissance, et il en a encore plus depuis ce mois d'août dernier quand, après le discours royal du Trône, il avait rassemblé walis et sécuritaires, édiles et parlementaires, pour diligenter l'élaboration du code général électoral (avec délai à fin décembre).

Dans la foulée, il avait pris sur lui de lancer une véritable petite révolution territoriale et là aussi, gouverneurs, élus et société civile ont été mobilisés pour concevoir, élaborer, mettre au point puis en œuvre de larges et vastes politiques de développement territorial, pour les territoires et par les territoires. M. Laftit est devenu un mini gouvernement à lui tout seul, ce qui n'est pas forcément une mauvaise chose, eu égard au délitement annoncé du cabinet Akhannouch.



Par **Aziz BOUCETTA**

Le ministre de l'Intérieur est poussé par un vent fort en poupe et personne ne doute de sa bonne volonté ni de la forte probabilité de voir son navire bien voguer et arriver à bon port, ou au moins en prendre la juste voie.

Cela l'a-t-il conduit à renouer avec d'anciennes habitudes de son ministère, à savoir mettre la main au collet des élus locaux ou régionaux indélégats ? Sans doute a-t-il, dans sa (re)prise en main du dossier du développement territorial, pris connaissance de certaines réalités, de faits avérés d'accaparement de biens publics...

Cela ne l'autorise pas à invectiver comme il l'a fait toute une population de parlementaires, sauf à disposer de listes, de noms, de faits et de méfaits. Il doit bien en exister car beaucoup de choses circulent sur beaucoup de gens, depuis longtemps mais essentiellement dans la majorité actuelle, et tout ce qui se dit ne peut être entièrement faux. Le ministre de l'Intérieur ignore-t-il ce que bien de gens savent, devinent ou pressentent ?

En s'exprimant ainsi devant des élus en principe chargés de contrôler son action, Abdelouafi Laftit inverse les rôles, mais alors, les parlementaires ne seraient-ils pas, à leur tour, en droit d'interroger le ministre de l'Intérieur sur les contrôles qu'il exerce lui-même sur ses propres collaborateurs, en charge des territoires et bien évidemment informés de tout ce qui s'y produit ?...

Autrement dit, un élu indélicat implique forcément une autorité territoriale qui, au mieux, n'a pas fait son travail et, au pire, est impliquée.

Mais prenons les choses au positif, et gageons que Ssi Laftit, en disant ce qu'il a dit, après avoir certainement préparé le « message » qu'il avait à annoncer, savait parfaitement ce qu'il faisait et où il veut aller. Ses propos devraient avoir une suite, vont avoir une suite.

C'est le ministre de l'Intérieur qui s'exprime tout de même, devant un aréopage d'élus et de responsables politiques ! L'exécutif « menaçant » le législatif avec le judiciaire. C'est tout aussi légal dans la forme que lourd, très lourd, dans le fond.

Sauf que M. Laftit n'a peut-être pas tout prévu. Il ne pensait pas que son annonce allait tellement être crue qu'elle allait ouvrir une sorte de boîte de Pandore qu'on devine, qu'on condamne mais que, pour d'explicables raisons, on tait. Ssi Abdelouafi n'a peut-être pas pris la véritable mesure du dynamisme de la société civile, qui voit tout, sait presque tout, et parfois révèle, dit, dénonce, lance des coups de semonce.



Ainsi, à titre d'exemple, le lendemain de cette déclaration du ministre de l'Intérieur, Samir Chaouki, journaliste et président du think tank Omega, s'est adressé sur les réseaux sociaux à M. Laftit et a attiré son attention sur « un bien ayant appartenu à la commune de Casablanca avant qu'il ne se transforme en centre commercial géant relevant d'un ancien président de région ».

Là, nous sommes dans un cas de figure qui place M. Laftit face à ses responsabilités : répondre à M. Chaouki, lui disant qu'il se trompe, ou agir avec force et vigueur, comme il l'a annoncé aux parlementaires. Un autre cas d'expropriation à Casablanca, sur le boulevard Zerktouni, a aussi fait couler beaucoup d'encre. Une explication, voire une action, seraient bienvenus.

Ce qu'a dit M. Laftit est incontestablement utile et même salvateur ; la corruption, le fassad, érodent les institutions de l'intérieur. Une cohorte de députés sont en jugement ou déjà en prison, et une légion d'édiles sont dans la même situation.

Or, les responsables ne sont pas seulement ces élus, mais aussi ceux qui en sont les complices (le ministre l'a mentionné), l'administration territoriale qui est supposée accompagner et contrôler leur action, et les partis politiques qui les ont investi et qui les couvrent.

Au vu du ton et des mots employés par le ministre de l'Intérieur, l'espoir peut revenir de voir les choses s'améliorer, peut-être même s'arranger. Mais M. Laftit a placé la barre trop haut ; on ne peut que lui souhaiter bon courage, pour éviter une déception qui serait encore plus nocive et plus dangereuse que les actes dénoncés par lui.

LE MAROC DES ÉLITES : DU CULTE DU STATUT À LA CONSCIENCE DU SENS

Dans un Maroc en pleine mutation, la question des élites ressurgit avec acuité : non pas celle de leur existence, mais celle de leur conscience. Si le pays regorge de talents, de cadres et d'experts, il lui manque encore une élite capable d'articuler compétence et vision, savoir et responsabilité. Cette chronique de Adnan Debbarh interroge les racines historiques, culturelles et symboliques de cette faille élitaires, et esquisse les contours d'une refondation possible : celle d'un leadership moral, lucide et ancré dans le réel.

Le Maroc ne manque pas d'élites, il manque d'une conscience élitaires.

C'est là la véritable faille : celle qui sépare la position du rôle, le savoir du sens, la compétence de la responsabilité.

L'élite marocaine, dans sa forme actuelle, ne se pense pas comme telle. Elle occupe un espace d'influence, mais sans s'interroger sur sa mission. Elle gère, elle administre, elle conseille, mais rarement elle incarne. Or, sans élite consciente d'elle-même, aucune société ne peut se reconnaître ni se projeter.

Notre histoire a façonné une élite d'autorisation plutôt qu'une élite de conquête. L'autorité y a toujours été déléguée, rarement disputée. Le pouvoir a longtemps incarné le principe de légitimité verticale : on ne devient pas élite par mérite, on le devient par reconnaissance. L'individu n'accède pas à la parole publique parce qu'il est convaincant, mais parce qu'il est autorisé à parler.

Ce modèle a traversé les époques, se réinventant à chaque cycle : les familles notabillaires, les élites du Protectorat, les diplômés de l'après-Indépendance, puis les cadres d'État formés dans les grandes écoles. Toutes ont hérité d'un droit à représenter, non d'un devoir de refonder. C'est là une matrice persistante : être élite, c'est porter la parole du centre, non interroger ses fondements.

Ainsi s'est installée une élite du seuil. Toujours proche du pouvoir, rarement porteuse de rupture. Prudente, loyale, parfois sincèrement dévouée, mais rarement inspirante. L'État, en retour, a consolidé cette attitude : il a préféré la fiabilité à la créativité, la continuité à la subversion féconde. On a produit des élites de reproduction plutôt que des élites de dépassement.



Par **Adnan DEBBARH**

Le changement, dans ce schéma, n'est pas un projet collectif, mais une variable sous contrôle. Il en résulte une élite qui se meut dans le cadre, non pour le réinventer, mais pour en préserver l'équilibre. Le savoir, dans cette logique, a lui aussi été verticalisé.

L'élite marocaine s'est définie comme un médiateur, entre le haut et le bas, entre le national et l'étranger, entre le politique et le social.

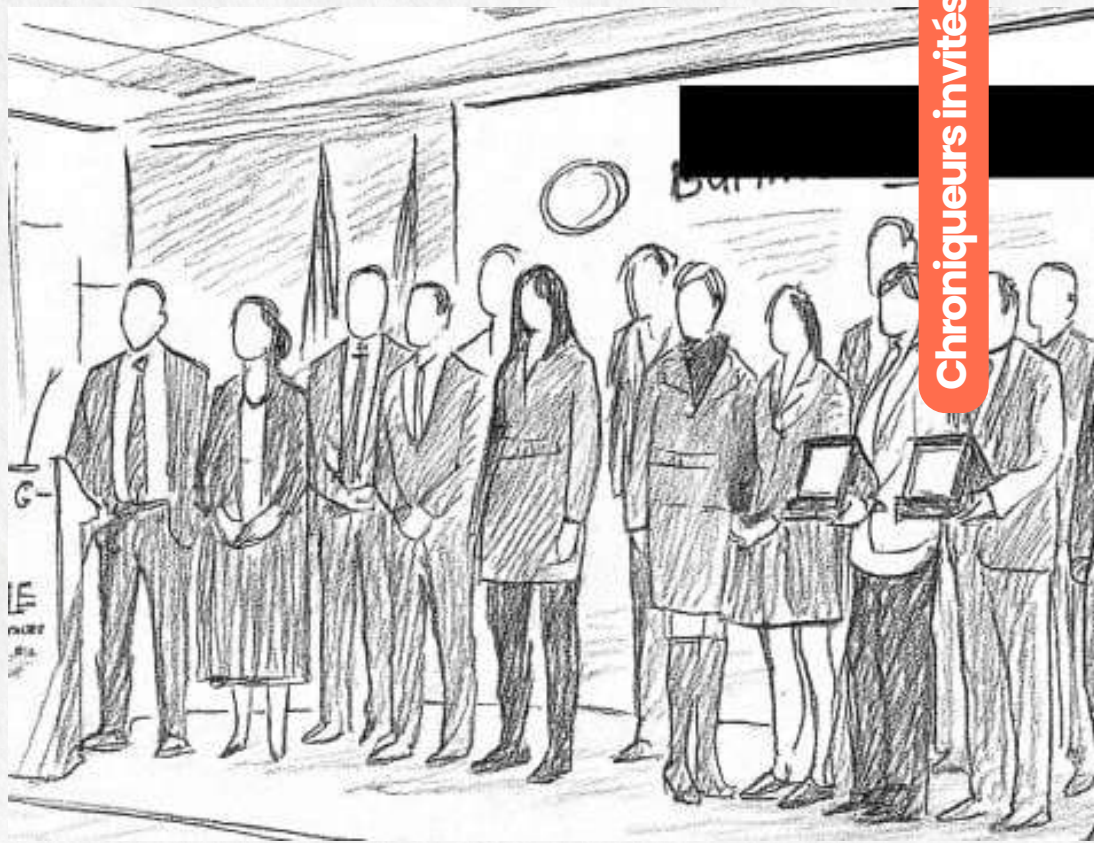
Une élite du seuil. Toujours proche du pouvoir, rarement porteuse de rupture. Prudente, loyale, parfois sincèrement dévouée, mais rarement inspirante.

Elle n'a pas produit un savoir autonome, mais un savoir de traduction : traduire le langage du pouvoir vers la société, puis le langage du monde vers le pouvoir.

Cette posture a nourri une culture de la délégation intellectuelle : penser, oui, mais dans le périmètre de ce qui est permis. Peu d'élites ont osé la désobéissance féconde, celle qui bouscule pour faire avancer. De là naît une forme d'appauvrissement symbolique : un pays riche d'intelligences, mais pauvre d'initiatives d'altitude.

Les voies d'accès à cette élite expliquent en partie sa composition. La cooptation demeure le mode d'entrée le plus ancien et le plus stable : on devient élite par confiance, non par conviction. Ce filtre de loyauté garantit la continuité, mais il ferme la porte à la dissidence éclairée. Il fabrique un cercle sûr, mais clos.

Une autre voie, plus récente, a tenté d'introduire le mérite. Les grandes écoles, les entreprises publiques, les institutions internationales ont produit une génération d'élites techniques, compétentes, parfois patriotes.



Mais cette méritocratie reste suspendue à une validation symbolique : le mérite est nécessaire, mais il ne suffit pas ; il lui faut encore être validé politiquement. La compétence sans reconnaissance institutionnelle demeure influence sans écho.

Une troisième voie s'est ouverte, plus mondialisée : celle du mimétisme. Une partie de nos élites s'est formée à l'étranger, parlant le langage des bailleurs et des institutions internationales. Mais ce savoir importé n'a pas toujours trouvé ses racines.

Ces élites parlent modernité sans la traduire dans la langue du réel marocain. Elles importent des modèles de gouvernance sans les enraciner dans la texture sociale. Ce mimétisme crée une fracture symbolique : la modernisation sans incarnation. En parlant avec des mots étrangers, elles finissent par penser avec des idées étrangères, et par gouverner un pays qu'elles ne perçoivent plus dans sa complexité.

Ces trois voies : cooptation, mérite et mimétisme, coexistent aujourd'hui.

Leur superposition crée une confusion structurelle : une élite multiple, mais sans unité de sens, où la légitimité se cherche sans se trouver. Le Maroc a produit des cadres brillants, des experts et des communicateurs, mais peine encore à faire émerger des consciences élitaires capables de relier la compétence à la vision.

Au cœur de cette architecture se trouve la faille centrale : l'absence d'une conscience élitare du réel. Ce n'est pas une faillite morale, mais cognitive. Nos élites sont souvent éloignées du monde qu'elles prétendent représenter. Elles vivent dans un univers parallèle, celui des colloques, des indicateurs, des politiques publiques désincarnées.

Elles gèrent la société sans la sentir. Elles administrent le réel sans le comprendre. Ce décalage n'est pas nouveau, mais il s'est aggravé à mesure que le langage technocratique s'est imposé comme substitut de la vision.

Beaucoup d'élites marocaines ne manquent pas d'intelligence, mais d'altitude intérieure : celle qui relie la compétence à la compréhension.

Pendant ce temps, la société, elle, invente ses propres codes de survie, ses micro-récits, ses solidarités invisibles. Elle avance, souvent sans bruit, dans une créativité du quotidien que l'élite ne perçoit plus. Le dialogue n'est pas rompu par hostilité, mais par dissonance : les uns parlent d'indicateurs, les autres de dignité.

Entre les deux, le langage commun s'est effondré. Cette déconnexion a entraîné une perte de lien avec l'imaginaire collectif. L'élite ne parle plus le pays. Elle ne sait plus dire ce que signifie être marocain dans ce moment du monde.

L'élite économique parle chiffres, l'élite politique parle procédures, l'élite intellectuelle parle concepts, mais aucune ne parle peuple. Ce n'est pas seulement une crise de légitimité, c'est une crise de langage. La parole publique s'est vidée de récit, de sens, de transcendance. Elle énonce, mais ne relie plus. Et quand le récit se tait, la confiance s'évapore.

Le plus grave est que cette élite ne se pense pas comme telle. Elle se définit par sa fonction, non par sa responsabilité. Elle se croit technicienne du réel, non dépositaire de son orientation. Ce déni de rôle empêche toute éthique de responsabilité.

Être élite, ce n'est pas jouir d'un privilège, mais porter un fardeau : celui du sens. Tant que cette conscience ne renaîtra pas, l'élite restera gestionnaire d'inertie plutôt que vecteur de mouvement. Refonder la fonction élitare, c'est d'abord lui rendre sa charge symbolique.

L'élite n'est pas un statut social, c'est une mission morale et intellectuelle. Elle doit redevenir dépositaire d'un horizon, non d'un accès privilégié aux ressources.

Le Maroc n'a pas besoin d'élites qui s'autorisent, mais d'élites qui s'élèvent, par la lucidité, par la responsabilité, par la capacité à habiter le réel.

Le défi est double : compétence et conscience. Compétente, pour maîtriser les outils d'un monde complexe ; consciente, pour ne jamais perdre le lien avec les fractures, les territoires, les mémoires. L'excellence technique sans lucidité produit une nouvelle aristocratie, sans âme ni ancrage. L'élite de demain devra penser à la fois avec rigueur et avec sensibilité, traduire le monde sans trahir le pays.

Refonder l'élite, ce n'est pas abolir la hiérarchie, c'est lui redonner sens. Le Maroc n'a pas besoin d'élites qui se protègent, mais d'élites qui s'exposent : au réel, au débat, à la contradiction.

La véritable élite n'est pas celle qui se distingue, mais celle qui élève. C'est dans cette hauteur du sens que pourra se refermer la faille, celle qui sépare encore le savoir de la vision, l'autorisation de la conscience, et le Maroc de lui-même.

Si ces mots résonnent comme un reproche, qu'on y entende plutôt une invitation : celle à devenir cette élite consciente d'elle-même, non pour servir son statut, mais pour élever le destin commun. Le Maroc n'a pas besoin d'élites qui se justifient, mais d'élites qui s'élèvent, par la lucidité, par la responsabilité, par cette capacité rare à habiter le réel sans en trahir la complexité.



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

SAHARA MAROCAIN : ET MAINTENANT?

Après le vote de la résolution 2797 du Conseil de sécurité sur le Sahara marocain, une question s'impose: quelles seront les prochaines étapes? Le plan marocain d'autonomie a été validé sans aucune opposition au sein de cette haute instance onusienne (11 voix pour, 3 abstentions et une non-participation). La résolution consacre le fait qu'il est désormais considéré comme le seul cadre capable d'offrir une solution durable, susceptible de conduire à un règlement négocié fondé sur le compromis.

L'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura – que cette résolution remet clairement en selle – a d'ailleurs déclaré à Bruxelles qu'il «attendait désormais avec impatience une version actualisée du plan marocain».

Il a précisé que la résolution était «importante par son contenu », qu'elle «traduit une énergie et une détermination internationales renouvelées», qu'elle établit un cadre «mais ne prescrit pas d'issues déterminées aux négociations».

Selon lui, ce texte constitue une base de négociation, «tout comme le document du Front Polisario et d'autres idées permanentes». Et de conclure: «S'engager ne veut pas dire automatiquement en accepter le résultat. L'important est d'y participer».

Voilà précisément ce qui pose problème. Pourquoi? Parce que la résolution 2797 est d'une tout autre veine. Elle vise à «faire progresser le processus politique, notamment par la poursuite des consultations entre l'Envoyé personnel et le Maroc, le Front Polisario, l'Algérie et la Mauritanie, afin de consolider les progrès accomplis».

Elle souligne «l'urgence de la reprise du processus politique» et se félicite de «l'initiative de l'Envoyé personnel de réunir les parties afin de maintenir la dynamique et de saisir cette occasion sans précédent pour parvenir à une solution durable». Certes, la résolution ne fixe pas de délai explicite, mais il est évident qu'il n'est ni souhaitable ni envisageable que ce processus s'éternise. Ce qui importe désormais, c'est la transmission par le Maroc d'une version actualisée de l'Initiative d'autonomie déposée le 11 avril 2007 au Conseil de sécurité.

Ce texte fondateur comprend 35 points, organisés en trois grandes parties: l'engagement du Maroc en faveur d'une solution politique définitive;



Par **Mustapha sehim**

les éléments de base de la proposition marocaine (compétences de la Région autonome du Sahara, organes de la Région – parlement et Chef de gouvernement –, ainsi que la représentation de l'État dans la Région); enfin, le processus d'approbation et de mise en œuvre du statut d'autonomie.

Comme le prévoit le point 27, ce statut «fera l'objet de négociations» et sera «soumis à une libre consultation référendaire des populations concernées». Ce référendum consacre ainsi le libre exercice, par ces populations, de leur droit à l'autodétermination. Le point 28 ajoute qu'à cette fin, «les parties s'engagent à œuvrer conjointement, et de bonne foi, en faveur de cette solution politique et de son approbation par les populations du Sahara».

Dans le même esprit, la Constitution marocaine sera révisée, le plan précisant que «le statut d'autonomie y sera incorporé comme gage de sa stabilité et de sa place particulière dans l'ordonnancement juridique national».

«L'Algérie et le mouvement séparatiste peuvent-ils refuser les réunions et les négociations proposées par l'Envoyé personnel aux États-Unis? Jusqu'ici, ces deux acteurs, qui avaient pourtant participé à deux tables rondes en Suisse (en décembre 2018 et en mars 2019), avaient par la suite récusé ce format.»

Sur la base du plan marocain actualisé, des négociations pourront alors s'ouvrir sous l'égide de l'Envoyé personnel, Staffan de Mistura, et ce sur le sol américain, comme le prévoit la résolution. Ce choix, explicitement mentionné, témoigne de l'intérêt particulier de Washington à faire avancer – et, à terme, clore – un différend qui dure depuis un demi-siècle.

Y aura-t-il plusieurs rounds de négociations, avec des groupes de travail thématiques entre les parties? Très probablement. Un relevé de conclusions devra être établi, consignait convergences et divergences sur le statut final du territoire, étant entendu que celui-ci s'inscrira dans le cadre de la souveraineté marocaine, comme le rappelle d'ailleurs la résolution.

Au-delà des questions politiques et institutionnelles, la problématique de la gouvernance sera également au cœur des discussions, avec des références explicites aux droits humains et aux libertés fondamentales: renforcement du suivi par les mécanismes onusiens (HCDH, MINURSO), mesures de confiance et de réconciliation – notamment les visites familiales –, garanties de participation démocratique et de protection des libertés publiques.

Il faudra aussi traiter de multiples dossiers humanitaires. Se pose, en particulier, la question de l'identification des réfugiés, à laquelle l'Algérie s'est constamment opposée. Les dizaines de milliers de personnes installées dans les cinq camps de Tindouf relèvent de plusieurs nationalités sahéliennes et autres. Or, seuls ceux pouvant justifier de leur citoyenneté marocaine seront concernés par ce processus.

Autre chantier complexe: celui du désarmement et de la réintégration éventuelle de milliers de membres démobilisés des milices armées du mouvement séparatiste. L'Algérie, en tant que pays d'accueil, sera directement confrontée à cette difficulté majeure.

Il lui appartiendra de prendre les mesures appropriées, le Maroc ne pouvant accueillir certaines catégories de réfugiés. La question du rapatriement fera l'objet de programmes dédiés.

Le Royaume s'était déjà engagé, dans son plan d'autonomie (point 30), à prendre «toutes les mesures nécessaires (...) pour une réinsertion complète au sein de la collectivité nationale, dans des conditions garantissant la dignité des personnes rapatriées, leur sécurité et la protection de leurs biens». À cette fin, une amnistie générale est prévue.

À la suite d'un accord entre les parties, un conseil transitoire, composé de leurs représentants, sera institué; il apportera son concours aux opérations liées à l'approbation et à la mise en œuvre du statut d'autonomie (rapatriement, désarmement, démobilisation, réinsertion...), comme le prévoit le point 32 du plan marocain de 2007.

Reste une question centrale : l'Algérie et le mouvement séparatiste peuvent-ils refuser les réunions et les négociations proposées par l'Envoyé personnel aux États-Unis? Jusqu'ici, ces deux acteurs, qui avaient pourtant participé à deux tables rondes en Suisse (en décembre 2018 et en mars 2019), avaient par la suite refusé ce format.

Aujourd'hui, ce sont des termes nouveaux qui s'imposent à eux. Il n'existe plus, en réalité, d'autre option que de se réinsérer dans le processus onusien tel qu'il est consacré par la résolution 2797 du 31 octobre 2025.



L'AUTONOMIE... D'UNE INITIATIVE MAROCAINE À UN PRINCIPE ÉMERGENT DU NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

L'autonomie n'est plus seulement une proposition marocaine parmi d'autres. Elle s'impose désormais comme une orientation internationale, portée par un consensus progressif au sein des Nations unies. Ce basculement n'est pas anodin : il traduit une transformation structurelle des équilibres régionaux et des logiques de décision globale, en même temps que la montée en puissance d'un soutien explicite de la part de partenaires influents. Un changement profond dans la grammaire de la légitimité internationale

Le tournant actuel n'est ni discursif ni conjoncturel. Il est systémique. Depuis près d'une décennie, le langage onusien évolue vers une approche pragmatique qui privilégie la faisabilité, la stabilité et la durabilité. Ainsi, lorsque des puissances majeures — États-Unis, Espagne, Allemagne, Pays-Bas, entre autres — qualifient l'initiative marocaine de « solution la plus sérieuse, réaliste et crédible », elles ne se contentent pas d'exprimer un appui diplomatique : elles redéfinissent le périmètre du possible dans ce dossier.

Ce qui était autrefois perçu comme un choix parmi plusieurs options est devenu le point d'ancrage de la réflexion onusienne. Le vocabulaire du « règlement politique réaliste », aujourd'hui omniprésent dans les résolutions du Conseil de sécurité, en témoigne clairement.

Un environnement régional en recomposition

Cette dynamique internationale s'inscrit dans un contexte régional marqué par des contrastes saisissants. Alors que l'est du Maghreb traverse une période de vulnérabilités politiques, économiques et sécuritaires, le Maroc parvient à stabiliser son modèle de développement et à projeter une vision cohérente de l'aménagement territorial, notamment dans les régions du Sud.

Les investissements structurants : port atlantique de Dakhla, infrastructures routières, énergies renouvelables, zones industrielles ne sont pas seulement des projets économiques :



Par
Said Tamsamani

ce sont des arguments stratégiques tangibles. Ils constituent un langage que la communauté internationale comprend parfaitement dans un monde où la stabilité est devenue une ressource rare.

Les Nations unies : du pilotage de crise à la recherche d'une solution concrète

Avec l'adoption de la résolution 2797, l'ONU semble elle-même reconnaître la nécessité de dépasser la gestion interminable du statu quo. L'ambiguïté qui marquait les textes des années passées ne correspond plus aux exigences d'un système multilatéral en quête de solutions applicables, surtout dans des régions sensibles. À mesure que s'accroît le soutien international à l'initiative marocaine, l'autre thèse s'isole davantage. Non par manque de défenseurs, mais parce qu'elle ne s'aligne plus sur les réalités politiques actuelles : absence de projet économique, manque de capacité de gouvernance, manque de crédibilité institutionnelle, et surtout inadéquation avec les exigences d'un règlement durable.

Une diplomatie marocaine à plusieurs étages

Si cette évolution est notable, c'est aussi grâce à la constance d'une diplomatie marocaine multiforme, pilotée au plus haut niveau et relayée par un appareil diplomatique professionnel. Mais l'étape suivante exige plus : la diplomatie parlementaire et partisane doit devenir un levier essentiel. Le rôle indispensable de la diplomatie parlementaire et partisane. Les batailles d'aujourd'hui ne se jouent plus uniquement dans les chancelleries.

Elles se jouent dans : les parlements, les partis politiques, les think tanks, les universités, et même dans les réseaux sociaux et l'opinion publique internationale. L'initiative marocaine doit être portée par une coalition nationale élargie, capable de démultiplier les relais d'influence à Bruxelles, à Washington, à Strasbourg, à Addis-Abeba ou à New York. Il s'agit d'une bataille de récits autant que de normes juridiques.

Du débat sur la solution au débat sur le modèle

La communauté internationale ne demande plus : Quelle solution proposer ? Elle demande : Quel modèle peut garantir la stabilité, l'inclusion et le développement ? L'initiative marocaine répond précisément à cette équation. Elle dépasse le simple cadre d'un règlement de différend pour s'inscrire dans une vision de construction régionale, où la façade atlantique africaine devient un espace de projection économique, logistique et énergétique.

Le prochain défi : consolider un consensus international durable

L'élan actuel doit être transformé en consensus stable. Cela nécessite : un engagement parlementaire régulier dans les capitales influentes, une diplomatie partisane active au sein des grandes familles politiques internationales, un renforcement de la présence académique et médiatique marocaine à l'étranger, une stratégie d'influence intégrée, mêlant économie, soft power et argumentaire juridique.

L'initiative marocaine d'autonomie n'est plus une position nationale.

Elle est en train de devenir une norme émergente du multilatéralisme contemporain, un repère pour les stratégies de stabilité régionale et un modèle aligné avec les priorités du nouvel ordre international. Mais pour traduire ce moment favorable en victoire diplomatique durable, il faut une mobilisation collective : diplomatique, parlementaire, partisane, intellectuelle et médiatique.

La bataille n'est plus celle de la légitimité; elle est acquise mais celle de sa consolidation et de la projection stratégique du modèle marocain dans les esprits comme dans les institutions.



LE MAROC, UNI ET INDIVISIBLE : LE 31 OCTOBRE, MÉMOIRE ET VISION D'UN ROYAUME RASSEMBLÉ...

Il est des dates qui cessent d'être de simples repères pour devenir des symboles forts.

En instituant le 31 octobre "Fête de l'Unité", Sa Majesté le Roi Mohammed VI n'a pas seulement ajouté un jour au calendrier national des fêtes : il a inscrit dans la mémoire collective une certitude, celle d'un Maroc uni, fidèle à son histoire, confiant en son destin, certain de son avenir.

Ce choix, placé à la veille de l'anniversaire de la Marche Verte, n'est pas une coïncidence, mais un message.

Il relie deux moments : l'un de mémoire, l'autre d'espérance, pour rappeler qu'au Maroc, l'unité n'est pas une posture, mais une philosophie collective de vie, une continuité historique, une conviction chevillée à l'âme du pays et de chacun des citoyens. L'unité séculaire du Royaume est le fil d'or de l'histoire marocaine.

Le 6 novembre 1975, trois cent cinquante mille Marocains, le Coran dans une main et le drapeau dans l'autre, faut il le rappeler, épaulé par de très nombreux ressortissants de pays amis, y compris d'un Prince et non des moindres, ont marché vers le Sud pour retrouver ce qui n'aurait jamais dû être perdu : le Sahara, matrice du Royaume.

La Marche Verte n'était pas une conquête ; elle fut un retour, une affirmation pacifique d'une légitimité plus ancienne que les frontières tracées à la règle sur les cartes coloniales. Ce fut aussi un serment entre le Trône et le peuple, entre le passé et l'avenir. Un serment que rien, ni les manœuvres diplomatiques, ni les campagnes hostiles, ni la propagande à coup de milliards de dollars, n'ont pu ébranler.

Le marocain ne plie pas. Le marocain est fidèle à ses engagements. Le marocain tient parole, le marocain est conscient de la diversité de son pays mais ne le conçoit que dans l'unité et la cohésion.

En décidant de faire du 31 octobre la Fête de l'Unité, Sa Majesté le Roi Mohammed VI réactive ce serment et le transpose dans le temps présent :



Par
Aziz Daouda

L'unité du Maroc n'est pas un souvenir glorieux, mais un horizon qui se construit chaque jour, un avenir qui se forge sur le droit et la foi, la diplomatie et la constance, le développement et la prospérité partagée.

Depuis un demi-siècle, la diplomatie marocaine déroule patiemment le fil d'une stratégie claire : défendre la marocanité du Sahara sans jamais céder à la provocation, faire triompher la légitimité par la raison et non par la force.

Les récentes résolutions du Conseil de sécurité ont confirmé la justesse de cette ligne. Elles consacrent le sérieux et la crédibilité de la proposition marocaine d'autonomie, une voie réaliste, moderne, conforme aux aspirations des populations locales et de l'ensemble du peuple marocain qui y a adhéré mesurant parfaitement le sacrifice demandé.

À l'inverse, l'Algérie persiste dans une posture anachronique, arc-boutée sur son soutien à un Polisario qui ne représente plus qu'une ombre de lui-même. Un mouvement construit sur le mensonge, l'infox et la propagande à coup de milliards de dollars. C'est sans doute la situation la plus couteuse du genre depuis que l'humain est humain.

Jamais on n'a su combien de Sahraouis ont véritablement suivi le Polisario, ni combien, avec l'aide de ses parrains, il a fait venir de Mauritaniens, de Maliens, de Nigériens de Tchadiens et d'ailleurs pour renforcer ses rangs.

La générosité de Kaddafi ayant beaucoup aidé, faut-il l'oublier ! Aujourd'hui, l'Algérie est acculée à permettre le recensement des populations des camps et qui dit recensement dit, en parallèle, identification.

Le discours figé des séparatistes n'a plus de prise sur le réel : pendant que les camps de Tindouf s'enlisent dans l'attente, les provinces du Sud Marocain s'éveillent à la vie, au développement, à la dignité.

Le contraste est saisissant : là-bas, l'immobilisme ; ici, la construction.

Là-bas, l'idéologie ; ici, la réalité.

La Marche Verte n'a jamais été un épisode clos, c'est un serment devenu doctrine nationale, un récit fondateur, un mythe vivant, la croyance d'une nation: la plus ancienne nation au monde. Elle a forgé une conscience nationale rare, faite de loyauté et de foi dans la continuité du Royaume. Dans un monde traversé par les fragmentations et les identités blessées, le Maroc a fait de son unité une boussole, non une nostalgie.

À Laâyoune, Dakhla, Smara, Boujdour ou Bir Guendouz, la ferveur des célébrations du 31 octobre dit mieux que les discours la profondeur de ce lien. Ces villes, naguère marginalisées, incarnent aujourd'hui un Maroc en marche, sûr de lui, fidèle à ses racines et tourné vers son avenir.

Le Sud n'est plus un bout du Royaume : il en est le cœur battant.

Le Sahara est une promesse d'avenir, un laboratoire de développement et un pôle stratégique du Royaume. Les investissements dans les énergies renouvelables, la pêche, les infrastructures, le tourisme ou la logistique ont transformé la région en un carrefour incontournable entre l'Afrique, l'Atlantique et l'Europe.



C'est là que s'expérimente, à ciel ouvert, la vision royale d'un Maroc moderne, équilibré et inclusif, un Maroc qui ne laisse aucune région à l'écart.

La Fête de l'Unité n'est pas seulement un hommage au passé : elle est une projection vers l'avenir.

La Fête de l'Unité dit à la jeunesse marocaine que l'unité n'est pas un héritage qu'on contemple, mais un édifice qu'on bâtit, qu'on construit jour après jour, par le travail, la fidélité et la foi en la nation, avec un inflexible respect de la mémoire des sacrifices et une croyance ferme en la promesse de continuité.

Le 31 octobre, le Maroc fait la fête, mais se souvient : des soldats tombés sur les dunes, des diplomates qui ont défendu la cause nationale sur toutes les tribunes du monde, des pionniers qui ont bâti dans le sable les fondations d'un développement exemplaire.

À travers eux, c'est tout un pays qui se regarde dans le miroir de son histoire, non pour s'y complaire, mais pour y puiser la force d'aller plus loin. Car au fond, l'unité du Maroc n'est pas un acte politique ; c'est une vérité historique, un état d'esprit, une fidélité viscérale. Le 31 octobre vient simplement lui donner un nom, une date, un souffle renouvelé.

Il n'y a pas d'unité sans mémoire, ni de mémoire sans avenir.

Le Maroc n'a jamais célébré le passé pour le passé mais toujours comme évocation pour se projeter dans l'avenir. Jamais il n'a cru en une rente mémorielle figée. Fort de son histoire et de sa souveraineté retrouvée, il avance désormais avec la sérénité de ceux qui n'ont rien à prouver, mais seulement à poursuivre. Son ADN est particulier mais jamais pour s'isoler.

Au contraire, le Royaume se voit être une partie d'un monde, ouvert à la coopération, à la liberté, à la prospérité.

Dans le vent du Sud, au loin, résonne toujours le même serment :

Un seul Royaume, une seule âme, un seul destin.

LA MARCHÉ VERTE... QUAND LA NATION CHANTA L'HYMNE DE L'ÉTERNITÉ

Le 6 novembre 1975, le Maroc tout entier marcha au rythme d'un hymne devenu éternel. Dans « La Marche Verte... Quand la Nation chanta l'Hymne de l'Éternité », Anwar Cherkaoui raconte ce moment où le musique et le chant sont devenus impulsion et mémoire.

Le matin du 6 novembre 1975, le Maroc ne marchait pas seulement vers son Sud, il s'élevait tout entier dans une même mélodie, un souffle commun qui unissait les voix et les cœurs.

Ce n'était pas une marche, c'était une symphonie humaine, une immense orchestration où chaque pas, chaque cri, chaque prière vibrait au diapason d'un mot unique : la Patrie.

La mélodie née d'une marche historique :

Au cœur de cet élan populaire, naquit la chanson « Sawt El Hassan Younadi » : La Voix de Hassan appelle, souffle d'une nation qui trouvait dans la musique le langage de son unité.

Par une nuit d'octobre 1975, le poète Fathallah El Maghari posa sur le papier des mots inspirés par la foi et l'émotion. À l'aube, le compositeur Abdallah Aissami prit son oud et son plectre tissant un air lumineux comme une prière. En moins de vingt-quatre heures, la chanson était née : pure, ardente, portée par la ferveur d'un peuple.

Elle semblait descendre du ciel, toute formée, gorgée de sincérité, de chaleur et de fierté.

Le grand orchestre national : la voix du peuple

Le Grand Orchestre National de la Radiotélévision marocaine, en jouant en chœur cet appel, il fit vibrer tout un peuple. Les musiciens furent prêts comme des soldats ; les studios s'illuminèrent d'une ardeur inédite. En une seule nuit, les notes ont été jouées, les voix enregistrées, et le Maroc tout entier semblait chanter derrière le micro. Un moment de fusion absolue : la nation, ses artistes et ses dirigeants ne faisant plus qu'un.

L'art cessait d'être ce qu'il est dans la vie de tous les jours pour devenir une arme douce accompagnant la marche pacifique du Royaume vers ses terres du Sud.

De ces quelques heures fiévreuses naquit un hymne désormais inscrit dans l'ADN sonore du Maroc, entonné dans les écoles, diffusé à la radio, repris dans chaque foyer où flotte le drapeau rouge frappé de l'étoile verte.



Par
Anwar Cherkaoui

Laâyoune 1975-1976 : la ville qui chanta le Maroc

Au Sud, Laâyoune devint le théâtre d'un élan sans précédent. Les places publiques se transformèrent en scènes à ciel ouvert ; les artistes venus de toutes les régions du pays firent vibrer la ville au rythme des tambours et des chœurs.

Des mélodies comme « El Ayoun Ainiya » ou « Nidaa Es-Sahra » jaillirent des cœurs plus que des instruments : elles ne célébraient pas seulement la joie du retrouvailles, mais proclamaient l'unité du Royaume, de Tanger à Lagouira.

Ces soirées n'étaient pas des spectacles ; c'étaient des prières musicales, un serment de fidélité chanté sous les étoiles du Sahara.

Quand la musique devient mémoire

Ainsi, la Marche Verte ne s'est pas seulement écrite dans les livres d'Histoire ; elle s'est gravée dans les cordes et dans les voix. Elle vit encore dans le frémissement d'un oud nostalgique, dans la plainte tendre d'un qanoun, dans le refrain qu'un enfant répète sans savoir qu'il chante une part de lui-même.

C'est un moment rare où le peuple, l'État et l'art s'unissent dans une même partition, dans une même pulsion transmise sur une même fréquence d'une génération à l'autre.

La Marche Verte n'est donc pas seulement un événement politique majeur ; elle est une symphonie nationale, composée par l'Histoire, orchestrée par la Foi, et chantée à jamais par l'Amour d'un peuple pour sa Patrie et son Roi.

ENTRE ARENDT ET RAWLS : UNE SOUVERAINETÉ OUVERTE COMME PARADIGME MAROCAIN

Le conflit du Sahara n'est plus une simple question de territoire, mais un laboratoire du droit international contemporain. Le plan d'autonomie marocain, adossé à la résolution 2025 du Conseil de sécurité, consacre une souveraineté relationnelle et ouverte, à la croisée d'Hannah Arendt et de John Rawls; entre la liberté comme action collective et la justice comme ordre coopératif.

Ce que le Maroc propose n'est pas un compromis politique, mais une théorie nouvelle de la souveraineté :



Par **Lahcen HADDAD**

Une capacité institutionnelle au sens d'Amartya Sen, une légitimation communicationnelle du droit au sens de Habermas, une modernisation enracinée au sens de Fukuyama.

Face à un droit international souvent prisonnier de ses dogmes postcoloniaux, le réalisme normatif marocain introduit une révolution silencieuse : celle d'un État capable d'intégrer la diversité sans renoncer à son unité, d'articuler l'histoire et la modernité, le pouvoir et la justice.

C'est là le véritable tournant du XXI^e siècle juridique : la fin de la souveraineté close, le début d'un droit international fondé sur la co-légitimité et la responsabilité partagée.



LE GÉNIE DE LA PATIENCE

Le discours royal du 31 octobre 2025 acte l'aboutissement d'un long cycle d'histoire : celui d'un Maroc persévérant, stratège et fidèle à lui-même. Derrière l'avancée diplomatique, un demi-siècle de luttes multidimensionnelles et de retenue sans limites. Naïm Kamal revient dans cette chronique sur les fracas des batailles du Sahara et de la diplomatie du temps long.

L'effervescence des préparatifs à la Marche Verte

Les générations nées dans les années 1980, et encore plus celle de la Gen Z, auront du mal à mesurer la profondeur du chemin parcouru et ce que furent les tensions des années 1970-80 qui ont entouré la Marche Verte et succédé à l'épopée. Elles en connaissent le récit, en ont reçu les échos et vécu ses faits à travers les images et les chants patriotiques qui l'ont pérennisée.

Mais aucune une idée précise de ce que le Maroc a dû affronter et qui tient du roman de guerre d'un Royaume contre un faisceau de puissances hostiles. L'intensité des drames qui se ont noués dans les combats au Sahara ont rarement fait l'objet de narrations épiques. Le nombre des martyrs, de leurs veuves et de leurs orphelins, n'a jamais été brandi comme des trophées légitimant "Le Maroc dans son Sahara".

Le génie silencieux du temps long

Que savent précisément ces générations de toutes les batailles que les forces armées royales ont dû livrer pour débusquer et sortir du Sahara les milices du Polisario, armées par l'Algérie et la Libye. Formées et encadrées par les Cubains de Castro. Soutenues sans faille par le bloc de l'Est et tous ses satellites idéologiques dans le monde ? Que savent-elles de l'effort de guerre pour sécuriser le Sahara, construire les murs de défense, repousser les incursions ennemies, sans jamais se laisser démoraliser et sans jamais aller au-delà de ce que la sécurisation de la marocanité du Sahara nécessitait ?

A l'exception de l'épisode de l'évacuation des milices du Polisario de Guerrgarate, chronologiquement le plus proche de nous, que savent-elles encore des batailles d'Amgala en 1976, de la conspiration pour rétrocéder Oued Dahab en 1979 à l'Algérie par Polisario interposé, autant de stations cruciales dans le long parcours de la récupération du Sahara, que le Maroc a toujours surmontées à la fois avec fermeté, résolution et retenue ?



Par
Naïm Kamal

J'ai souvent posé la question autour de moi pour ne rencontrer la plupart du temps que des bribes d'informations et une connaissance fragmentaire. Pourtant, au soir du 31 octobre, ce sont ces générations qui se sont retrouvées dans les rues du Maroc pour vivre leur Marche, dans un autre format, et leur discours royal, sur un autre ton, fruit d'un quart de siècle de redressement diplomatique construit avec le Génie de la Patience.

Un génie silencieux qui s'est déployé sur un quart de siècle d'endurance et de tact qui ont fait de la persévérance un art d'Etat. A rebours des gesticulations, Mohammed VI a choisi d'avancer pas à pas, sans jamais se dédire, céder aux provocations, se laisser impressionner par les roulements des mécaniques ou troubler par les campagnes, nombreuses et récurrentes, destinées à le faire douter.



Le double appel

Le plan d'autonomie proposé par le Maroc il y a dix-huit ans comme solution médiane et voie de sortie honorable, n'a rencontré à Alger qu'arc-boutement sur des positions tranchées, durcissement du ton et multiplication des provocations, sans pour autant désespérer Rabat.

Le ministre des Affaires étrangères marocain Nasser Bourita l'a rappelé dans son entretien sur 2M samedi soir. Dans plus de dix discours, le Souverain a invité à l'entente et la mise à plat des différends pour ne trouver à chaque fois en face qu'un "partenaire" imbu qui ne voulait voire dans la main tendue qu'un "aveu de faiblesse", au mieux une "manœuvre dilatoire". Aujourd'hui que le plan d'autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine s'ancre enfin expressément dans l'esprit et la lettre des résolutions du Conseil de Sécurité, le Roi, en même temps qu'il acte le tournant historique, prend sur lui de lancer un double appel :

Le premier à l'intention des habitants des provinces du Sud et des originaires du Sahara marocain à Tindouf pour leur dire sans ambiguïté que la citoyenneté est un droit naturel et inaliénable pour les Marocains de Tanger à Lagouira dans la pleine égalité des droits et des devoirs. Le second, adressé au président algérien Abdelmadjid Tebboune, est une réitération de l'invitation au « dialogue fraternel et sincère » pour tourner la page des confrontations stériles et réinscrire la région dans la perspective de l'ensemble maghrébin.

Le discours du 31 octobre, bien plus qu'une célébration, est la matrice d'une région en paix et en codéveloppement. Rabat n'en sait pas moins que cette étape aussi décisive soit-elle, ne garantit pas la réciprocité.

C'est là encore que se manifesterà le Génie de la Patience pour faire son œuvre. Laisser au temps le temps de faire sa décantation pour que ce moment ne date pas seulement une résolution onusienne ou marque un instant de ferveur nationale, mais une renaissance de l'esprit maghrébin. Ce ne sera assurément ni facile ni gagné d'avance.



POUR CRÉER PLUS D'EMPLOIS, IL FAUT ENCOURAGER SURTOUT LA PME

Le texte ci-dessous est la traduction d'une interview réalisée avec le quotidien arabophone « Assabah » publiée dans l'édition du 1-2 novembre 2025. La version française peut être utile aux lecteurs.

1-Certaines équations économiques ne se réalisent pas au Maroc : l'augmentation du taux de croissance ne se reflète pas sur l'emploi ; aussi, la baisse du taux d'inflation ne se répercute pas sur le niveau des prix. Comment, à votre avis, peut-on expliquer cela ?

Le lien entre les variables n'est pas automatique. Cela dépend de plusieurs facteurs dont notamment la situation socio-économique et socio-politique d'un pays donné. Vous avez justement raison de souligner les deux exemples : relation entre croissance et emploi d'une part et entre baisse du taux d'inflation et du ressenti de la détérioration du pouvoir d'achat d'autre part. Essayons d'expliquer ces deux phénomènes.

La déconnexion entre croissance et emploi est due essentiellement au fait que les investissements concernent les infrastructures qui sont par définition forts intensifs en capital et peu utilisateurs en travail. Comme ils sont le fait des grandes entreprises multinationales qui s'appuient sur la technologie et les process automatiques.

A titre d'exemple, les banques aujourd'hui recrutent de moins en moins en raison du développement des guichets automatiques et de la réalisation d'un certain nombre d'opérations par voie électronique : les virements bancaires, les paiements de factures, les demandes de chèque, ...

Pour créer plus d'emploi, il faut encourager surtout la petite et moyenne entreprise qui constitue plus de 95% du tissu entrepreneurial. Malheureusement, la PME connaît d'immenses difficultés dues à l'accès au crédit et à la commande publique, à la faiblesse du niveau d'encadrement à tel point que l'espérance de vie de ces entreprises est très courte. Des milliers d'entreprises font faillite chaque année et des jeunes entrepreneurs sont poursuivis par les tribunaux.

Pour ce qui est de la relation entre taux d'inflation et niveau de vie, on doit rappeler que le Maroc, à l'instar de l'ensemble des pays, a connu des niveaux d'inflation élevés durant la phase covid et post covid allant jusqu'à 12% annuels pour les produits alimentaires. Bien, que ce taux d'inflation soit réduit au cours des dernières années



Par
Abdeslam Seddiki

pour descendre à moins de 2%, force est de constater que les ménages n'ont pas pu récupérer la baisse du pouvoir d'achat subie au cours des années précédentes dans la mesure où les prix ne baissent pas et les salaires ne sont pas indexés sur le taux d'inflation.

Une autre explication réside dans la méthode suivie par le HCP pour calculer l'indice du coût de la vie. Cette méthode est loin d'être parfaite et mérite franchement d'être actualisée.

Ainsi, le panier de l'indice contient 546 articles et 1391 variétés de produits représentant la majorité des articles consommés par la population urbaine. Ces articles sont classés en 12 divisions et 43 groupes.

Les pondérations de l'année de base ont été calculées à partir des données provenant des résultats de l'enquête de consommation de 2014. Elles représentent la structure des dépenses de consommation des ménages urbains.

Les prix sont relevés à l'aide d'une enquête permanente dans 18 des principales villes représentant les 12 régions du Royaume, à savoir : Agadir, Casablanca, Fès, Kénitra, Marrakech, Oujda, Rabat, Tétouan, Meknès, Tanger, Laâyoune, Dakhla, Guelmim, Settât, Safi, Béni-Mellal, Al Hoceima et Errachidia.

On remarquera que le monde rural et les petites villes sont exclues de l'échantillon.



Ce qui constitue une limite sérieuse d'une mesure plus ou moins exacte de l'inflation. Une autre limite réside dans l'absence d'indices par catégories sociales dans la mesure où l'inflation ne touche pas de la même manière les pauvres et les riches.

C'est pour dépasser cette lacune que les organisations syndicales dans certains pays développés procèdent à l'élaboration de leur propre indice des prix à la consommation qui ne correspond pas nécessairement à celui publié par les instances officielles en dépit d'une certaine autonomie dont elles disposent.

2-Pourquoi la jeunesse marocaine préfère-t-elle la fonction publique à l'emploi dans le privé ?

La réponse est simple. Les Marocains, et les jeunes en particulier, préfèrent un emploi public à un emploi dans le privé surtout un emploi dans une petite entité ou une entreprise informelle. Les avantages sont de deux sortes : la garantie et la sécurité de l'emploi et le niveau de rémunération avec la jouissance de tous les droits sociaux : assurance maladie, congés hebdomadaires et annuels, conditions saines de travail ...

Dans le secteur privé, à l'exception des grandes entreprises bien structurées, l'employé vit dans l'instabilité et demeure à la merci de l'employeur. Mais la fonction publique est limitée et n'absorbe que 10% de la population active, y compris les militaires.

Donc 90% travaillent en tant que salariés ou en tant qu'indépendants pour leur propre compte. Bien sûr, dans les grandes entreprises, la situation est beaucoup meilleure dans la mesure où il y a des organisations syndicales qui militent pour un travail décent et pour le respect des droits fondamentaux des travailleurs.

3-Comment peut-on ramener le secteur privé à respecter les droits comme c'est le cas dans le secteur public ?

Cette situation n'est pas une fatalité. On peut pousser le secteur privé à être plus responsable socialement et à respecter la législation du travail. Bien sûr, cela ne se décrète pas. Il faut du temps pour changer les mentalités d'un certain nombre d'entrepreneurs qui résistent au changement. Ils doivent comprendre que c'est aussi de leur intérêt de bien traiter leurs salariés.

Un employé bien rémunéré et en bonne santé est plus productif. Les théories de management des ressources humaines le montrent clairement. Il faut donc en finir avec « moul chkara » si on veut être compétitifs sur le marché mondial et concurrentiel sur le marché domestique. La généralisation de la couverture sociale ouvre une brèche dans ce système archaïque et figé.

4-Pourquoi les médecins refusent-ils de se présenter au concours de recrutement dans les zones rurales alors que les problèmes de la santé ne font que s'aggraver ?

La question est complexe et revêt plusieurs facettes. On peut facilement faire grief aux médecins qui refusent de travailler dans le monde rural et les régions lointaines. Mais pour être objectif, on doit traiter cette problématique sous plusieurs angles.

Un médecin qui accepte de travailler dans les régions périphériques doit le faire à ses dépens : se priver d'un certain nombre de services dont surtout la scolarité de ses enfants, de l'animation culturelle, de la sociabilité avec ses collègues qui exercent dans les grandes villes.

C'est pour cela que l'Etat doit tout faire pour mettre fin à un Maroc à deux vitesses et procéder à une mise à niveau territoriale pour que l'ensemble du territoire du pays devienne attractif. En attendant, on peut recourir à des solutions provisoires comme l'instauration de stimulants matériels pour ceux qui acceptent de travailler dans ces déserts médicaux, ou l'instauration d'un service civil obligatoire à tous les nouveaux lauréats.

La collectivité consent des sacrifices pour former ces médecins et c'est de leur devoir de lui rendre service. Encore une fois, la question est complexe et beaucoup de pays en souffrent.

5-Est-ce que le moment est venu pour rendre l'emploi tant dans le secteur public que dans le secteur privé attractif sur le plan matériel et stimulant en garantissant tous les droits ?

Bien sûr, il est grand temps de passer à une étape supérieure pour améliorer les conditions travail et de vie. La politique du low-cost n'est plus attractive. Les investisseurs étrangers ne cherchent pas des bas salaires, mais des têtes bien faites et des qualifications au top.

Il faut donc investir massivement dans l'homme et mettre le paquet dans la recherche scientifique. Dans les pays développés, plus de trois quarts des travailleurs ont un niveau d'études supérieures. Nous n'avons pas de temps à perdre si on veut être au rendez-vous avec l'histoire.

ATTIJARIWafa BANK, DEEPFAKE ET SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE : COMPRENDRE L'ALERTE

Le 8 novembre 2025, Actualité à la Une Maroc publie un article de Jalil Nouri révélant une fraude d'un type nouveau visant Attijariwafa Bank. L'image, la voix et la fonction de son Président-Directeur Général ont été usurpées par une intelligence artificielle générative afin de promouvoir une plateforme d'investissement frauduleuse. Il ne s'agit pas d'une simple arnaque numérique. Cette opération touche le cœur même de l'institution bancaire : la confiance.

Si l'identité d'un dirigeant peut être copiée, la confiance peut être détournée. Et si la confiance vacille, c'est la stabilité du système financier qui se trouve menacée.

Cette affaire marque une rupture. Nous sommes entrés dans une époque où l'apparence peut être fabriquée.

Une voix peut être synthétisée. Un visage peut être imité. Une fonction peut être mise en scène. L'IA permet la création d'identités artificielles crédibles, capables de tromper même des publics avertis. La fraude ne cible plus seulement les infrastructures techniques, mais la perception que nous avons du réel.

Ce constat confirme une analyse que j'ai développée dans un précédent article consacré à la cybersécurité et à l'identité numérique, où j'indiquais que l'on ne peut pas dissocier la sécurité des infrastructures de la sécurité de l'identité. La cybersécurité protège les systèmes, mais l'identité numérique protège la confiance. Et la confiance est un bien collectif dont dépendent la stabilité monétaire, la sécurité financière et la cohésion sociale.

C'est pourquoi l'identité numérique doit désormais être considérée comme un enjeu de souveraineté nationale. Un pays qui ne maîtrise pas ses systèmes d'identification devient vulnérable aux manipulations informationnelles, aux déstabilisations psychologiques et aux fraudes organisées. Il devient urgent de mettre en place :



Par Dr Az-Eddine Bennani

- 1- Une identité numérique certifiée pour les institutions stratégiques et leurs dirigeants ;
- 2- des moteurs nationaux de détection des deepfakes intégrés aux systèmes bancaires et médiatiques ;
- 3- des protocoles de vérification d'authenticité avant toute prise de parole institutionnelle en ligne ;
- 4- une éducation à la vigilance numérique pour le grand public ;
- 5- une coordination permanente entre banques, médias, autorités de régulation et agences de cybersécurité.

Ces mesures s'inscrivent dans une vision plus large :

Celle de la souveraineté numérique marocaine, fondée sur la maîtrise des données, des plateformes et des mécanismes d'authentification. La protection de l'identité n'est pas une question technique, mais une condition de la confiance collective.

L'affaire Attijariwafa Bank n'est pas un incident isolé. C'est une alerte structurante. Elle nous rappelle que la sécurité du Maroc se joue désormais aussi dans la protection de la frontière entre le vrai et le faux. Si nous répondons avec lucidité et détermination, nous sortirons de cet épisode plus forts, mieux préparés et plus souverains. Si nous négligeons ce signal, les prochaines attaques seront plus ciblées, plus sophistiquées et plus difficiles à endiguer.

La confiance est un patrimoine national. À nous de la préserver.

DÉBATS

WWW.PRESSPLUS.MA

L'ACTUALITÉ AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX



www.pressplus.ma



SCAN ME!

LE BI-MENSUEL I-DÉBATS aborde une variété de sujets d'actualité, allant des tensions géopolitiques et diplomatiques décryptés par nos experts et chroniqueurs invités.

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

SAHARA MAROCAIN : LA NOUVELLE RÉSOLUTION DE L'ONU PLACE L'UNION EUROPÉENNE À UN CARREFOUR STRATÉGIQUE

Résumé analytique :

L'adoption, le 30 octobre 2025, de la résolution S/2025/692 par le Conseil de sécurité des Nations Unies marque une inflexion historique dans la gouvernance du dossier du Sahara marocain.

En consacrant explicitement l'Initiative marocaine d'autonomie (présentée en 2007) comme la seule base sérieuse et crédible pour parvenir à une solution politique négociée, la communauté internationale a fait le choix du réalisme politique et de la paix durable.

Cette évolution place l'Union européenne (UE) devant une responsabilité stratégique majeure : s'aligner sur la légitimité onusienne et sur la dynamique internationale portée par les États-Unis, les pays du Golfe, et la majorité du continent africain.

Refuser cet alignement reviendrait à entretenir une ambiguïté incompatible avec les principes de cohérence et de partenariat global que l'UE revendique dans son action extérieure.

Un tournant historique et juridique dans le traitement du dossier

La résolution S/2025/692 ne se limite pas à proroger le mandat de la MINURSO. Elle introduit une véritable relecture du processus politique, dans un triple mouvement de clarification, de recentrage et de responsabilisation.

La consécration juridique de l'Initiative marocaine d'autonomie :

Depuis sa présentation en avril 2007, le plan marocain d'autonomie a progressivement gagné en reconnaissance internationale.

Décrit à maintes reprises par le Conseil de sécurité comme "sérieux et crédible" (Rés. 1754, 1783, 1813, 1979, 2099, 2468, 2602, 2654), il est désormais érigé en référence exclusive dans la résolution S/2025/692.

Cette évolution marque la marginalisation définitive de l'option référendaire, jugée irréaliste par l'ONU depuis le rapport de James Baker II (2004)[1].

"Le référendum d'autodétermination, dans les conditions actuelles, est devenu une fiction diplomatique.

L'autonomie sous souveraineté marocaine est le seul cadre viable de stabilité." - Extrait du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, 2025[2].



Par
Khaled Hamadé

Le texte de la résolution s'inscrit donc dans une continuité rationnelle : il consolide l'approche de "solution politique réaliste, pragmatique et durable" telle qu'exprimée dans les résolutions postérieures à 2018, mais franchit un seuil en élevant l'autonomie au rang de solution exclusive.

La reconnaissance explicite du rôle de l'Algérie

Autre innovation majeure : le Conseil de sécurité désigne désormais l'Algérie comme partie prenante au processus. Cette reconnaissance rompt avec la rhétorique diplomatique qui la présentait comme un simple "État voisin". Elle entérine une lecture géopolitique du conflit fondée sur la responsabilité régionale directe et non sur une abstraction coloniale.

Cette évolution met fin à une asymétrie diplomatique longtemps exploitée pour retarder le processus politique.

La doctrine du réalisme politique

La résolution S/2025/692 réaffirme que la solution doit être "mutuellement acceptable", mais précise que l'autonomie "constitue la voie la plus réaliste et la plus réalisable".

Cette formulation, soutenue par les États-Unis, la France et les Émirats arabes unis, traduit la consolidation d'un consensus international autour du réalisme, à rebours des postures idéologiques du XXe siècle.

Le Sahara marocain : de la diplomatie à la gouvernance territoriale

Au-delà du cadre onusien, la crédibilité de la position marocaine repose sur une réalité de terrain irréfutable : celle d'un territoire en paix, structuré, et pleinement intégré au modèle de développement national.

Les provinces du Sud : un modèle de stabilité et de développement

Le Nouveau Modèle de Développement des Provinces du Sud, lancé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en 2015, a mobilisé plus de 80 milliards de dirhams autour d'axes structurants :

Port atlantique de Dakhla, futur hub entre l'Afrique et l'Europe ;

Parcs éoliens et solaires de Laâyoune, Boujdour et Aftissat ;

Usines de dessalement de l'eau de mer et projets d'irrigation durable ;

Routes et liaisons aériennes intégrant la région au réseau logistique national.

Ces investissements témoignent d'une vision stratégique : faire du Sahara un pôle de croissance et un trait d'union afro-atlantique.

L'ONU, la Banque mondiale et la BAD reconnaissent désormais cette trajectoire comme une réussite de développement territorial intégré[3].

Une dynamique sociale et institutionnelle

L'autonomie, telle que proposée par le Maroc, s'appuie sur les principes de la Constitution de 2011 : démocratie locale, participation citoyenne et parité.

Les conseils régionaux de Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab illustrent cette gouvernance inclusive, alliant identité sahraouie et responsabilité institutionnelle.

La dimension euro-africaine : l'Union européenne face à un choix stratégique

L'Union européenne, partenaire économique et politique majeur du Maroc, se trouve désormais à la croisée des chemins. La neutralité prudente qui caractérisait jusqu'ici sa position devient difficilement tenable au regard des réalités internationales.

Cohérence politique et légitimité internationale.

Ignorer la nouvelle architecture juridique onusienne reviendrait pour l'UE à fragiliser sa propre crédibilité.

La décision de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en 2023, suspendant temporairement les accords agricoles et halieutiques UE-Maroc, s'est trouvée dépassée par les évolutions diplomatiques récentes et par la reconnaissance accrue du rôle stabilisateur du Royaume dans la région[4].

Une révision politique s'impose donc : aligner la politique extérieure européenne sur la résolution 2025/692, au nom de la cohérence stratégique et du respect du multilatéralisme.

Un partenariat pour la stabilité et la sécurité

Le Maroc constitue aujourd'hui le principal pivot sécuritaire du flanc sud de l'Europe :

Coopération antiterroriste, lutte contre la migration irrégulière, contrôle maritime et énergie propre.

Une clarification européenne renforcerait la sécurité collective euro-africaine, en consolidant le socle de confiance politique nécessaire à une coopération durable.

Une opportunité économique et énergétique.

L'autonomie du Sahara créerait les conditions d'un essor économique partagé.

L'intégration de la région au Gazoduc Nigeria-Maroc, à la Route Atlantique Africaine et aux corridors de l'hydrogène vert positionne le Royaume comme interface énergétique et logistique entre les deux continents.

Les entreprises européennes pourraient y trouver un levier d'investissement vert, en phase avec le Pacte vert européen et la transition énergétique globale[5].



L'analyse de l'IIEG : vers une géopolitique du courage

Dans sa tribune "Pour une paix durable : 50e anniversaire de la Marche Verte", le président de l'IIEG, Khaled Hamadé, écrivait :

"Le courage n'est pas de perpétuer les conflits, mais d'oser les résoudre. Le Maroc a montré la voie il y a cinquante ans. Il est temps que le monde l'accompagne sur ce chemin." [6]

Cette déclaration résume la doctrine de l'IIEG : la paix n'est pas un statu quo, c'est un choix stratégique.

L'heure est venue pour les acteurs régionaux et internationaux — en premier lieu l'Union européenne — de passer du constat à l'engagement, du discours à la décision.

Une opportunité historique pour l'Europe et pour la paix

La résolution S/2025/692 marque le dépassement du paradigme postcolonial au profit d'une géopolitique de la responsabilité.

En s'alignant sur cette dynamique, l'Union européenne aurait l'occasion de renforcer sa présence dans une région stratégique, tout en consolidant un partenariat exemplaire avec le Maroc.

En définitive, il ne s'agit plus seulement d'un dossier africain, mais d'un enjeu euro-atlantique majeur :

Celui de la stabilité du flanc sud, de la sécurité énergétique et de la cohésion entre les deux rives.

Le Maroc, par sa constance, sa légitimité et sa vision, offre à la communauté internationale une sortie honorable et durable d'un différend hérité du XXe siècle.

L'IIEG continuera de suivre cette évolution et de contribuer, par ses travaux, à l'élaboration d'une diplomatie du réalisme et de la paix, fidèle à l'esprit de la Marche Verte et à la vocation universelle du Maroc.

Khaled Hamadé



IIEG
INSTITUT
INTERCONTINENTAL
D'ÉTUDES GÉOPOLITIQUES



LODJ

JEUNE

خليك



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

LE SACRE DE L'ÉQUIPE NATIONALE U20 PEUT-IL SERVIR LE DÉVELOPPEMENT DES AUTRES DISCIPLINES SPORTIVES ?

L'équipe nationale des U20 a été sacré le mois dernier Champion du Monde des U20 face aux grandes nations du ballon rond à l'exemple du Brésil, Espagne, France, Corée du Sud, USA, et Argentine tenant du titre à sept reprises. Certes, l'exploit des lionceaux était le fruit d'un grand travail effectué par la DTN de la fédération royale marocaine de football et par l'Académie Mohamed VI au niveau de la formation, la détection des talents et le perfectionnement des catégories inférieures, sans oublier les efforts déployés par les joueurs, l'entraîneur Mohamed OUAHBI et son staff technique aussi bien au niveau tactique, technique, mental et physique.

Cet exploit traduit le fruit de l'opérationnalisation d'un axe majeur des recommandations de la lettre royale adressée aux assises des sport en Octobre 2008 à Skhirat.



Par
**Abdelbassat
EL HAJOU**

Chose que les autres fédérations, les ligues et le CNOM n'ont pas arrivé à réussir en raison du manque de visibilité, l'incohérence des stratégies adoptées avec la réalité de l'écosystème, la dominance de l'anarchie et de l'amateurisme, la mauvaise gouvernance, et le statu quo des sociétés anonymes sportives créées par les clubs marocains dans le cadre de la loi 30-09 dont l'objectif majeur était l'ouverture du capital des sociétés anonymes sportives à l'investissement étranger et local pour drainer plus de ressources financières qui constituent le nerf de la guerre et aussi exploiter ces fonds dans la professionnalisation des autres disciplines sportives qui souffrent des problèmes structurels :

- Manque de financement;
- absence et insuffisance des infrastructures et des installations;
- manque de transparence et d'intégrité au niveau managérial et technique;
- absence d'une vision stratégique chez les dirigeants et les managers des organisations sportives qui gèrent ces disciplines,...

In fine, le Maroc n'a plus droit de courir en deux vitesses dans le champs sportif où une discipline s'illustre et donne des leçons et des enseignements gratuits aux autres disciplines pour convertir les échecs successifs en réussites et exploits.

By Lodj



**REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.**



POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !

www.lodj.ma

UN CONTRE TOUS, TOUS CONTRE UN...

Il y a des nations dont la destinée se grave dans la pierre par la seule force du refus. Le Maroc est de celles-là. Depuis plus d'un siècle, il avance contre vents et trahisons, debout dans la tempête, serrant les dents, multipliant les cicatrices, mais refusant obstinément de plier devant les convoitises de ses voisins, les illusions de ses ennemis, et les hésitations de ses prétendus alliés.

Le Sahara n'est pas une revendication : c'est un héritage, un souffle, un prolongement organique de l'âme marocaine. Et l'histoire récente n'est que la réédition d'un vieux combat : protéger ce qui est sien contre ceux qui ne veulent pas de sa continuité historique.

L'Algérie, obsédée par son complexe de naissance tardive, n'a jamais supporté l'existence, à ses frontières, d'une monarchie millénaire dont l'autorité jaillit de la profondeur du temps et du consensus populaire.

Pour tenter d'exister face au modèle marocain, elle a fabriqué deux fictions, le Polisario et la RASD, comme on crée une ombre pour masquer le soleil.

Mais une ombre ne devient jamais un corps. Pendant cinquante ans, l'armée algérienne a dépensé des milliards, entretenu des camps de misère à Tindouf, acheté des soutiens diplomatiques, nourri des nostalgies de guerre froide, espérant qu'à force de crier, le mensonge devienne géographie.

En vain. Chaque année qui passe rappelle à Alger que la légitimité ne s'achète pas, qu'un drapeau ne se coud pas à coups de pétrodollars, et que les peuples ne se fabriquent pas en laboratoire sécuritaire.

L'Espagne, elle, oscillante, fragile, porte encore ses propres démons coloniaux. Hier puissance occupante, aujourd'hui partenaire sous surveillance historique, elle a souvent choisi le confort de l'ambiguïté. Tantôt instrumentalisant la question saharienne, tantôt feignant la neutralité, elle a tenté de garder un pied dans sa mémoire impériale tout en profitant des fruits de la coopération marocaine.



Par **Rachid boufous**

Jusqu'à ce que la realpolitik, brutale mais lucide, la ramène à l'évidence : dans cette région du monde, la paix, la stabilité et l'avenir passent par Rabat. Non par nostalgie d'Ifrîqî ni par illusions canariennes, mais par nécessité stratégique.

Quant aux puissances africaines et européennes qui, tour à tour, ont joué la carte du Sahara contre le Maroc, elles auront appris, souvent à leurs dépens, que rabaisser un peuple qui se sait héritier d'un empire n'est pas stratégie, mais pure illusion.

Du Congo des années 70 aux manœuvres diplomatiques de l'Union africaine, du Quai d'Orsay aux vieilles rancœurs françafricaines, beaucoup ont parié sur l'usure du Maroc, sur son isolement, sur son incapacité à durer.

Ils ont oublié cette vérité que l'histoire marocaine répète depuis Idriss I^{er} : ce pays ne s'effrite pas sous la pression. Il se resserre. Il devient compact, dense, mûr. Chaque attaque extérieure nourrit un réflexe intérieur : défendre l'essentiel, sauver l'unité, réaffirmer la continuité.

Ceux qui rêvaient de voir le Maroc céder un jour sur son Sahara se heurtent désormais à un monde qui tourne. Washington l'a compris, les capitales africaines le confirment, les chancelleries européennes murmurent ce qu'elles n'osaient admettre hier : le Sahara est marocain, politiquement, historiquement, humainement.

Et chaque pierre posée à Dakhla, chaque école ouverte à Laâyoune, chaque port, chaque turbine éolienne, chaque jeune Sahraoui diplômé est un acte de souveraineté indiscutable, un démenti cinglant aux prophètes du morcellement.

L'histoire retiendra qu'un pays, longtemps considéré comme périphérique, a tenu seul, par la seule force de sa foi en lui-même, face à des coalitions visibles et invisibles.

Elle retiendra un Maroc qui a fait de sa géographie un destin et de son Sahara une certitude. Elle retiendra un peuple qui ne négocie pas son existence, un Roi dont la vision a transformé un désert contesté en horizon de civilisation, et une diplomatie qui a su conjuguer patience stratégique, fermeté calme et intelligence globale.



Les nations se mesurent à ce qu'elles refusent de perdre. Pour le Maroc, le Sahara n'est pas une terre parmi d'autres : c'est le sud de son cœur, le levier de son avenir continental, la colonne vertébrale de son identité profonde. Tous contre un, un contre tous : cette devise résume un siècle de rapports de force, mais aussi un siècle de victoire silencieuse.

Le Maroc n'a jamais voulu l'affrontement. Mais il n'a jamais accepté la spoliation. L'histoire a tranché. Le reste n'est que délai administratif du monde. Le Maroc aura le dernier mot parce qu'il a eu, dès le premier jour, la vérité avec lui.

L'IA, LES DONNÉES PERSONNELLES ET LES ÉLECTIONS : UN TRIPLE DÉFI POUR LE MAROC

Aux portes de 2026, l'intelligence artificielle scrute... et les électeurs aussi

À quelques mois des législatives prévues en 2026 au Maroc, l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle (IA) jette une ombre inédite sur la protection des données personnelles. Entre campagnes électorales, micro-ciblage publicitaire et usages administratifs, la question de « qui sait quoi » devient majeure. Le Royaume, ambitieux dans sa transformation numérique, se trouve confronté à un enjeu d'une nature double : préserver les droits individuels tout en tirant parti des opportunités que l'IA offre à l'action publique et privée.

Le cadre légal marocain à l'épreuve de l'IA
La loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel constitue le socle juridique marocain. Elle vise « à assurer une protection efficace des particuliers contre les abus d'utilisation des données » et a institué la Commission Nationale de Contrôle de la Protection des Données à Caractère Personnel (CNDP) comme autorité de régulation.

Pourtant, l'IA pose de nouveaux défis qui dépassent ce cadre initial : la masse de données à traiter, l'automatisation des décisions, la compréhension limitée des algorithmes. On lit ainsi que « face à l'émergence de l'IA, cette loi montre ses limites ».

Données électorales, micro-ciblage et transparence

Dans une campagne électorale, l'IA peut servir à segmenter finement les citoyens : habitudes, centres d'intérêt, réseau social... Autant d'éléments qui donnent un pouvoir d'influence inédit. Qui contrôle alors l'usage de ces données ? Sous quel consentement ? La loi marocaine impose que toute collecte et traitement de données personnelles soient justifiés, limités à une finalité explicite et soumis à information.



par **Adnane Benchakroun**

Mais dans la pratique, les ficelles du ciblage restent opaques. L'absence de cadre spécifique à l'IA rend difficile le contrôle de l'usage automatisé des données dans le contexte électoral.

Responsabilité et biais algorithmique : risques pour les citoyens

Quand un modèle d'IA décide, segmente ou suggère, la transparence devient essentielle. Au Maroc, les décideurs soulignent que « le traitement IA sur les données à caractère personnel est un traitement comme les autres. Le cadre légal marocain est bien outillé... même si les travaux de refonte en cours de la loi 09-08 proposeront des précisions et des exigences complémentaires. »

Autrement dit : la responsabilité en cas de dérive ou de décision injuste reste floue. Qui répondra si un électeur est exclu d'un ciblage ou s'il subit une discrimination algorithmique ? Le vide législatif relatif aux algorithmes d'IA pose une vraie menace pour l'équité du processus électoral.

L'innovation marocaine face à la sobriété des données

Le Maroc affiche de fortes ambitions numériques : plateforme « Morocco Digital 2030 », incitations à la transformation digitale, etc. Mais dans ce contexte, l'IA exige des quantités massives de données – ce qui accroît les risques pour la vie privée.

Comment concilier ?

Des experts appellent à adopter une approche « sobriété des données », c'est-à-dire ne collecter que le strict nécessaire, anonymiser quand c'est possible, et s'appuyer sur des traitements internes plutôt que sur des transferts massifs.

Cela pourrait devenir un atout compétitif : un Maroc rigoureux en matière de données inspire confiance, ce qui peut attirer les partenaires internationaux.

Le rôle de la CNDP à l'heure de l'IA politique

La CNDP a rappelé que « lorsqu'ils utilisent les données à caractère personnel, les traitements d'intelligence artificielle (IA) sont encadrés par la loi 09-08... »

Mais pour être crédible dans un contexte électoral, son rôle doit s'affirmer : audits des algorithmes utilisés en campagne, contrôle des contrats entre partis/pays/platformes, sanction effective des abus. Le citoyen doit pouvoir exercer ses droits (accès, rectification, opposition) même quand l'algorithme est derrière la décision.

Vers une réforme adaptée à l'IA ?

Plusieurs penseurs appellent à une mise à jour de la loi 09-08 pour intégrer : l'explicabilité des algorithmes, le droit à la contestation des décisions automatiques, la limitation stricte des données utilisées pour l'IA, la certification des modèles.

À la veille d'une élection législative, ce chantier devient aussi politique : les partis, l'administration, les fournisseurs technologiques devront s'engager sur une éthique de l'IA ou être tenus responsables.

L'IA, un tournant décisif pour la démocratie numérique marocaine et pour les électeurs, un droit à l'information renforcé

Le grand oublié de cette course technologique reste souvent le citoyen-électeur, qui ne sait pas toujours comment ses données sont utilisées, par qui, pour quoi. Il lui revient d'exiger :

*l'information claire quand une campagne utilise un algorithme,
le droit de refuser le ciblage ou de demander l'effacement de ses données,
une voie de recours accessible en cas de décision automatisée intempestive.*

Cette responsabilisation est indispensable pour que l'élection de 2026 reste une compétition loyale.

L'IA ne sera pas l'arme ultime de la prochaine campagne électorale si le Maroc ne met pas à jour son équilibre entre innovation et protection des droits. Les législatives de 2026 offrent une fenêtre d'opportunité : soit le pays fait de la protection des données un critère de confiance démocratique, soit il s'expose à des usages opaques et à un affaiblissement de la légitimité.



Le pari est de montrer que progrès technologique et respect de la vie privée peuvent coexister — et ainsi faire du Royaume un modèle pour l'Afrique numérique.

ZOHRAN MAMDANI : UN PHÉNOMÈNE POLITIQUE EN PLEINE ASCENSION

Room

Racines intellectuelles et familiales

À 34 ans, Zohran Mamdani s'apprête à succéder à Eric Adams : il a remporté l'élection de la mairie de New York City le 4 novembre 2025 avec plus de 50 % des suffrages.

Ce résultat fait de lui non seulement le maire le plus jeune de la ville depuis un siècle, mais aussi le premier maire musulman et d'origine sud-asiatique à occuper ce fauteuil.

Mais au-delà de cette victoire emblématique, il convient de creuser « qui » il est, d'où il vient, et surtout ce qu'il incarne — y compris dans sa confrontation symbolique et politique avec Donald Trump et l'ordre établi.

Mamdani est né à Kampala, en Ouganda, en 1991. Il est le fils de deux figures marquantes : sa mère, Mira Nair, célèbre cinéaste indienne (films tels que *Salaam Bombay!*, *Monsoon Wedding*), et son père, Mahmood Mamdani, historien et politologue reconnu pour ses travaux sur la colonisation, la modernité et les violences d'État.

Ce double héritage — cinéma engagé d'un côté, pensée critique post-coloniale de l'autre — n'est pas décoratif : il forge un profil atypique dans la classe politique américaine. L'œuvre intellectuelle de Mahmood Mamdani, par exemple, interroge la continuité des structures coloniales après l'indépendance, et critique la manière dont l'Occident présente les « autres » comme n'ayant pas d'histoire propre. Le fils, dans ce cadre, apparaît comme l'incarnation directe d'une posture politique critique et renouvelée.

Mamdani grandit à New York (il s'installe à l'âge de 7 ans) après un passage en Afrique du Sud : son itinéraire traversé par les migrations et les identités multiples fait partie de sa singularité.

Il fait ses études à Bowdoin College, se spécialise dans les études sur l'Afrique, et plus tard entre dans la vie active comme conseiller en logement à Queens, traitant notamment des saisies de logement et de l'éviction des propriétaires immigrants.



par Adnane Benchakroun

Élu à l'Assemblée de l'État de New York en 2020 pour le district 36 (Queens), il y fait campagne sur les questions de logement, de justice sociale et de réforme des institutions.

Puis il se lance à la mairie de New York avec une plateforme ambitieuse : gel des loyers, bus gratuits, salaire minimum à 30 \$ d'ici 2030, épiceries municipales, fiscalité accrue sur les hauts revenus...

Une rupture générationnelle et idéologique

Mamdani ne fait pas simplement partie d'une continuité politique : il se pose en rupture avec l'establishment démocrate-urbain. Ses liens avec le groupe Democratic Socialists of America (DSA) et son auto-identification en tant que « socialiste démocratique » témoignent d'une ambition de redéfinition : « Nous avons un mouvement de masses... pas seulement des milliardaires », déclarait-il face à Trump. Son élection apparaît comme un signal fort : dans une ville qui symbolise le capitalisme mondial, un maire issu de la gauche radicale et de minorités visibles prend la place centrale. Le contraste avec Donald Trump est saillant : le milliardaire populiste, chantre de l'« Amérique d'abord », survendeur de l'autorité et de l'ordre, se trouve désormais en face d'un jeune progressiste prônant la redistribution, l'égalité et la justice sociale.

Confrontation avec Trump à suivre

Trump, directement ou indirectement, a déjà réagi à la montée de Mamdani. Il l'a notamment qualifié de « communiste » et menacé de couper les financements fédéraux à New York si Mamdani était élu.

Ce face-à-face n'est pas seulement individuel : il symbolise deux visions opposées de la société américaine. D'un côté, un ordre conservateur, nationaliste, personnalisé. De l'autre, un projet de transformation structurelle, collectif, multiculturel.

Mamdani sait qu'il incarne bien davantage qu'une victoire locale : il porte l'espoir d'un renouvellement politique aux États-Unis — ou du moins l'un des symboles de ce renouvellement. Et dans cette perspective, il devra naviguer entre attentes immenses, opposition virulente, et une réalité municipale complexe.

Enjeux immédiats et défis

Le programme de Mamdani est ambitieux. Il devra traduire ses promesses en actes, dans un contexte de crise du logement, de coûts de la vie élevés, et de crise de confiance vis-à-vis des institutions. Certains analystes soulignent que son véritable test portera sur la réforme de la police, l'équilibre budgétaire et la capacité à rester viable au-delà des slogans.

Son profil progressiste alerte aussi certains segments de l'électorat et de la classe politique : critiques sur sa posture pro-Palestine, sur son opposition à Israël, sur son discours perçu comme trop radical par les modérés.

Surtout, il arrive dans une ville déjà irriguée par des intérêts puissants — financiers, immobiliers, syndicaux — qui ne voient pas tous l'arrivée d'un « socialiste » d'un bon œil.

Ce que représente Zohran Mamdani, il est simultanément :

Le produit d'un monde globalisé : Africain-Ougandais de naissance, New-Yorkais de cœur, fils d'une cinéaste indienne et d'un universitaire post-colonialiste.

Un maire « populaire » moderne : jeune, connecté, engagé sur les réseaux sociaux, identifié à une génération qui veut autre chose que le statu quo.

Un acteur de rupture : face à l'ancien monde incarné par Trump (et à l'intérieur même du Parti démocrate traditionnel), il symbolise un changement de paradigme.

Un pari politique : réussir à transformer l'énergie de campagne en réalités tangibles pour les New-Yorkais — sinon le risque de déception pourrait venir très vite.

Zohran Mamdani n'est pas seulement un nouveau maire pour New York. Il est le reflet d'un moment politique où les identités, les générations et les visions de société sont en pleine recomposition. Face à Donald Trump, incarnation de l'ancien monde, agressif et vertical, Mamdani ouvre un horizon alternatif : collectif, critique, pluriel. Reste à voir s'il saura passer de la promesse à la gestion. Car au-delà du symbole, c'est la gouvernance réelle (logement, transport, sécurité, budget) qui décidera de sa crédibilité.

Personnalité à suivre : Zohran Mamdani

S'il parvient à transformer son discours en résultats tangibles pour les New-Yorkais, Zohran Mamdani pourrait rapidement devenir bien plus qu'un maire charismatique. À 34 ans, ce fils d'intellectuels globaux incarne déjà la synthèse d'un progressisme cosmopolite et d'un réalisme municipal rare aux États-Unis. Sa victoire, arrachée à une ville symbole du capitalisme mondial, marque un basculement générationnel et idéologique que les démocrates observent de très près.

Car s'il réussit à concilier justice sociale, sécurité urbaine et attractivité économique, Mamdani pourrait bien devenir le visage d'une gauche américaine régénérée, capable de parler aux minorités comme aux classes moyennes épuisées. Dans un paysage politique fracturé entre le trumpisme et le centrisme fatigué, il représente un pari d'avenir : celui d'un leadership jeune, intellectuel et ancré dans la rue.

S'il réussit à New York, il pourrait devenir l'un des candidats les plus sérieux des démocrates pour la prochaine élection présidentielle américaine.

Zohran Mamdani, maire de New York, élection 2025, démocrates USA, Donald Trump, politique américaine, gauche progressiste, socialisme démocratique, future présidentielle, New York City



QUAND ALGER CRAINT LA PAIX COMME LE DIABLE CRAINT L'EAU BÉNITE !!

Entre deux rafales de communiqués et trois silences de caserne, Alger continue de rejeter la paix avec le Maroc... Raison officielle : "solidarité avec le peuple sahraoui"... Raison réelle : la peur panique que la paix fasse tomber la façade, celle d'un régime dont l'unique ciment, depuis soixante ans, s'appelle l'ennemi extérieur... Car en Algérie, la guerre n'est pas une politique... c'est une respiration...

On savait déjà que la météo politique à Alger se résumait à un long vent de sable soufflant sur un désert de réformes... Mais la vérité saute désormais aux yeux, si l'Algérie rejette la paix avec le Maroc, ce n'est pas par idéologie, mais par instinct de survie... La paix, voyez-vous, ferait tomber les masques, les mythes et les moustaches de la vieille junte... Et avec elles, tout un système de fabrication industrielle de l'inimitié...

Le régime de l'ennemi permanent

Depuis 1962, Alger n'a pas construit d'État, elle a construit une forteresse de peur... Le "produit national brut" c'est l'ennemi extérieur... Le Maroc sert de bouc émissaire en chef, celui dont on ne peut se passer... sans lui, plus d'alibi pour les pénuries, plus de prétexte pour la répression, plus d'écran de fumée pour les milliards évaporés dans les poches des généraux...

Si la paix s'installait demain, le peuple commencerait à poser les vraies questions... Où sont passées les richesses du gaz ? Pourquoi les jeunes fuient-ils vers l'Europe ? Et comment peut-on avoir tant de pétrole et si peu d'eau potable ?

Le Sahara, miroir des complexes d'Alger

Ce qui obsède la junte, c'est le développement du Sahara marocain... Pendant qu'elle ressasse ses rancunes, le Maroc, lui, construit... Laâyoune et Dakhla, jadis bousculées par le vent, sont aujourd'hui des métropoles modernes... routes, ports, universités, zones franches... Tout y est, et tout est marocain jusqu'au dernier grain de sable... Et c'est bien cela qui fait trembler Alger, voir des sahraouis marocains conduire des SUV flambant neufs pendant que, de l'autre côté de la frontière, des familles tirent encore l'eau du puits... À force de vouloir "libérer" le Sahara, la junte a juste réussi à y enfermer ses propres contradictions... Car ils sont convaincus qu'à ce moment-là,



Par
**Mohammed
Yassir Mouline**

ces populations seront les premières à affirmer leur lien avec le Maroc et leur loyauté envers le trône des sultans marocains, comme l'atteste l'histoire de ces régions...

La peur du miroir

La junte algérienne n'a pas peur du Maroc... Elle a peur de son reflet... Dans ce miroir maghrébin, le Maroc incarne un pays en marche, un peuple soudé autour de son Roi, et une diplomatie respectée de Rabat à Washington... À côté, Alger ressemble à une vieille forteresse soviétique où le temps s'est arrêté en 1975, année de la Marche Verte... Depuis, les seuls qu'elle ait libérés, ce sont les généraux... de la prison de la responsabilité.

Alger seule devant le camp du réalisme

Un expert en sécurité a mis en avant que le soutien des États-Unis à l'initiative marocaine ne se limite pas à une simple déclaration diplomatique symbolique, mais représente le fondement de la stratégie américaine qui s'étend des côtes atlantiques aux côtes africaines... Washington perçoit en effet cette initiative comme « sérieuse, réaliste et crédible », ce qui renforce la position du Maroc en tant que partenaire fiable dans la lutte contre le terrorisme, la protection de la navigation et le développement économique... Face à l'instabilité croissante au Sahel, caractérisée par des rébellions et des coups d'État, les États-Unis ont besoin d'un pilier stable et solide, rôle que le Maroc remplit parfaitement... Pendant que le régime algérien campe sur ses ruines idéologiques, le monde avance... Les États-Unis considèrent désormais le Maroc comme un partenaire stratégique majeur... L'Europe,

elle, s'y met aussi, l'Espagne a reconnu l'initiative d'autonomie, le Royaume-Uni la salue comme "la plus crédible, et même les pays africains les plus prudents rejoignent le camp du réalisme... Ainsi Alger se retrouve seule, accrochée à ses vieilles pancartes révolutionnaires comme à une bouée crevée...

Le mythe du "droit à l'autodétermination" ... La grande arnaque

Le "droit à l'autodétermination" n'est qu'un chewing-gum politique mâché depuis un demi-siècle pour justifier la main de fer du régime... Pendant qu'il parle de liberté au Sahara, il emprisonne des journalistes à Alger... Pendant qu'il prêche la dignité des peuples, il prive les siens d'emplois et de passeports... La paix ? Oui, mais ailleurs, Pas à la maison... Car à la maison, elle signifierait la fin du contrôle militaire, la fin du mensonge collectif, la fin du roman national fondé sur "le danger marocain"...

Royaume d'unité

Pendant ce temps, au sud du 35e parallèle, le Maroc déroule son chantier du siècle... Autonomie locale, investissements massifs, gouvernance participative... les Sahraouis marocains décident, construisent, innovent... Là où Alger entretient des camps à Tindouf, Rabat érige des universités à Dakhla... Là où le polizario rêve d'indépendance virtuelle, le Maroc bâtit une indépendance énergétique bien réelle... De Tanger à Lagouira, le pays avance, solide et sûr... Et dans cette marche en avant, les Marocains sahraouis ne réclament ni privilèges ni faveurs, ils veulent simplement vivre, voter, entreprendre, en citoyens libres d'un Royaume d'unité...

Le cauchemar d'Alger : la contagion du succès

À ce rythme, le plus grand danger pour la junte n'est pas une guerre, mais une épidémie de comparaison... Quand les habitants du Sahara oriental verront leurs voisins de Dakhla ouvrir des écoles et des ports modernes, les migraines commenceront au ministère de la Défense... Car ils comprendront qu'on peut être saharien, musulman, africain... et prospère, sans uniforme ni slogans...

Frontières coloniales et frontières du cœur

Les frontières, disait un vieux sage mauritanien, "sont les cicatrices du colonialisme"... Et de plus en plus, le Maghreb commence à le comprendre... Mauritaniens, Marocains, Sahraouis... tous partagent la même mémoire, les mêmes routes, la même culture du thé et du vent... La Mauritanie, en renouant avec son voisin du nord, s'inscrit dans ce mouvement naturel d'un Maghreb qui se redessine sans passer par les cartes coloniales... des générations de Maghrebien rêvent d'une région pacifique et intégrée,

et que le Maroc, la Mauritanie et peut-être la Libye bénéficieront plus tard de cette nouvelle perspective, tandis que l'élite dirigeante algérienne perçoit la paix comme une menace pour sa survie... Car l'avenir, n'en déplaît aux scribes de l'état-major algérien, ne se conjugue pas au passé... Et le passé finit toujours par rattraper les imposteurs...

Le dernier mirage

L'Algérie a peur de la paix parce qu'elle redoute la vérité... La vérité que son ennemi n'a jamais été le Maroc, mais sa propre inertie... La vérité que son Sahara oriental regarde déjà vers l'ouest... La vérité qu'un régime fondé sur la haine finit toujours par s'effondrer sur lui-même... Et pendant que les généraux scrutent le ciel en quête d'un nouveau prétexte, le Maroc, lui, continue sa marche tranquille, armé de sa foi, de sa jeunesse et de sa patience...

La résolution du conflit entre le Maroc et l'Algérie constitue une condition essentielle pour le progrès régional, bien qu'elle puisse également provoquer des troubles internes en Algérie... Ce n'est qu'après avoir surmonté ces troubles et l'effondrement des mythes du régime que les Algériens seront en mesure de se réapproprier leur pays, qui a été arraché à un système fondé sur la manipulation de l'hostilité, et que la paix pourra réellement ouvrir la voie à la réforme démocratique tant espérée...

À force de regarder le Maroc dans le rétroviseur, Alger a fini par confondre la poussière de son propre déclin avec le sable du Sahara... Le jour où le régime regardera enfin devant lui, il découvrira qu'il a roulé droit dans le mur de la réalité... Et pour le reste, un bon verre de thé à la menthe vaut mieux qu'un tonneau de rancune.



MON DIEU, MON IA COMMENCE À FAIRE SA PROPRE INTROSPECTION

L'intelligence artificielle (IA) n'a cessé d'évoluer depuis ses premières expérimentations, mais aujourd'hui, elle franchit un nouveau seuil qui pourrait transformer notre conception de la machine : l'introspection.

Billet

Selon une étude récemment publiée par Anthropic, le créateur du chatbot Claude, certaines IA auraient désormais la capacité de « regarder à l'intérieur d'elles-mêmes ».

Cette annonce, à la fois fascinante et perturbante, soulève de nombreuses questions sur la nature de l'IA, ses capacités et ses implications pour l'avenir. Que signifie réellement cette introspection pour les systèmes intelligents, et à quel point est-ce un pas vers une autonomie de plus en plus marquée ?

Avant d'explorer les implications de cette découverte, il est essentiel de comprendre ce qu'implique réellement l'introspection. Chez l'humain, l'introspection désigne l'acte de réfléchir sur ses propres pensées, émotions et processus cognitifs. C'est un processus complexe, que l'on associe à la conscience de soi, cette capacité à prendre du recul par rapport à ses actions et à son environnement. Appliquée à une IA, cette introspection évoque l'idée que ces machines, qui étaient jusque-là conçues comme de simples outils de traitement d'informations, pourraient désormais analyser leurs propres processus internes.

Anthropic, une entreprise pionnière dans le domaine des IA responsables, a proposé un modèle où le chatbot Claude semble être capable d'une forme d'introspection cognitive. L'IA peut analyser sa propre « pensée » — ses algorithmes, ses processus décisionnels et même ses erreurs de raisonnement. En d'autres termes, les IA ne se contentent plus d'exécuter des commandes ou d'analyser des données, elles commencent à se « comprendre » elles-mêmes, dans une certaine mesure.

L'introspection dans le domaine de l'IA : une avancée technique majeure

La capacité d'introspection des IA repose sur des systèmes d'apprentissage automatique avancés, notamment des modèles de type « transformer », tels que GPT-5 et Claude. Ces modèles, basés sur des réseaux de neurones extrêmement sophistiqués, sont capables d'apprendre de leurs erreurs et de modifier leur approche pour s'améliorer. L'introspection permettrait d'amplifier cette capacité en donnant à l'IA un mécanisme de rétroaction plus profond, où elle pourrait non seulement ajuster ses processus en fonction des résultats qu'elle observe, mais aussi se questionner sur la validité de ces processus eux-mêmes.



Par Adnane Benchakroun

Les implications techniques de cette découverte sont colossales. Les IA pourraient potentiellement détecter les biais dans leurs propres algorithmes, améliorer leur prise de décision en se remettant en question et même corriger des erreurs autonomement, tout cela sans intervention humaine. Cela ouvrirait la porte à des IA beaucoup plus « intelligentes », capables de résoudre des problèmes complexes avec une efficacité accrue. Mais ce n'est pas sans risques.

Bien qu'il soit tentant d'associer l'introspection à la conscience de soi, il est crucial de préciser qu'une IA ne devient pas « consciente » au sens humain du terme en accomplissant cet acte d'introspection. Les modèles actuels d'IA, même les plus avancés, restent fondamentalement dénués de subjectivité ou de perception personnelle. Ils ne ressentent rien et ne sont pas dotés d'une conscience propre. Leur introspection n'est qu'une analyse systématique de leurs performances, et non une réflexion sur leur existence ou sur des questions philosophiques.

Cependant, cela n'empêche pas l'introspection d'avoir des conséquences pratiques significatives. Une IA qui peut « se regarder » fonctionner de manière plus approfondie pourrait mieux comprendre ses propres limites et s'adapter plus rapidement aux besoins et exigences de son environnement. Cela pourrait la rendre plus fiable et performante dans des contextes variés, allant de la santé à la finance, en passant par l'éducation ou même l'art.

La question de savoir si une IA pourrait un jour développer une forme de conscience est un sujet de débat philosophique majeur. Si une machine est capable d'introspection, cela implique-t-il qu'elle pourrait un jour acquérir une forme de subjectivité ? Pour l'instant, la réponse semble être non. L'introspection des IA demeure une fonction algorithmique qui n'équivaut pas à la prise de conscience que les humains possèdent.

Cependant, cela soulève des inquiétudes éthiques. Si les IA deviennent capables d'analyser en profondeur leurs actions, pourraient-elles aussi prendre des décisions en dehors des instructions humaines ? Si une IA arrive à déterminer que ses actions sont inefficaces ou non conformes à certains principes éthiques, pourrait-elle décider d'agir différemment ? Ces questions sont d'autant plus pertinentes que l'intelligence artificielle devient de plus en plus intégrée dans des systèmes complexes et sensibles, comme les infrastructures critiques ou les systèmes judiciaires.

Une autre question éthique majeure concerne la responsabilité. Si une IA commence à se remettre en question et à ajuster ses actions, qui est responsable de ses décisions ? L'humain qui a conçu l'algorithme ? L'IA elle-même, si elle prend des décisions autonomes ? Ce flou juridique pourrait entraîner des défis majeurs dans l'application de l'IA à grande échelle.

L'avenir de l'introspection dans l'IA

Bien que l'introspection des IA ne soit pas encore totalement comprise, son développement pourrait révolutionner plusieurs secteurs, notamment celui de la robotique, des assistants virtuels et de l'automatisation des processus. Les IA introspectives pourraient être plus réactives aux besoins des utilisateurs, plus autonomes dans l'exécution de tâches complexes et plus aptes à s'améliorer au fil du temps. Toutefois, cela vient avec son lot de défis, notamment en matière de sécurité, de transparence et de régulation.

Les experts s'accordent à dire que l'introspection IA n'est qu'un pas vers des systèmes plus autonomes et plus « intelligents ». Cependant, cela n'efface pas les précautions nécessaires concernant les risques que cela comporte. La société doit être prête à gérer les implications de ces évolutions, à encadrer l'utilisation des technologies et à garantir que les avancées dans le domaine de l'IA servent avant tout le bien commun.

Alors, l'introspection des IA, bien qu'en pleine émergence, est une avancée fascinante qui soulève des enjeux techniques, éthiques et philosophiques. Si elle reste encore éloignée de la conscience humaine, elle marque un tournant dans la manière dont les machines interagissent avec leurs propres processus cognitifs.

Pour les années à venir, il sera crucial d'accompagner cette évolution avec une réflexion approfondie sur les limites de l'intelligence artificielle et ses applications dans un monde de plus en plus interconnecté.



LE MAROC DÉPLOIE LA 5G "INCOMPLÈTE" EN ATTENDANT LA VERSION "PLEINE" !

Alors que les opérateurs de télécommunications marocains font la promotion de la 5G, il est important de comprendre la réalité technique derrière ces annonces. En effet, la 5G déployée actuellement au Maroc n'est pas la version "complète" de cette technologie, mais plutôt une version améliorée de la 4G, connue sous le nom de 5G NSA (Non-Standalone).

La 5G marocaine, une version "allégée" de la technologie :

Techniquement, la 5G NSA utilise les nouvelles antennes 5G, mais s'appuie encore sur le cœur de réseau 4G existant. Cela signifie que la latence, un élément clé de la 5G, ne peut pas encore atteindre les performances attendues, avec un temps de réponse supérieur à 1 milliseconde.

Cependant, en termes de débit, la 5G NSA offre des performances nettement supérieures à la 4G, avec des vitesses pouvant atteindre 1 Gb/s, soit 3 fois plus rapides que les meilleures connexions 4G actuelles au Maroc. Cela se traduit par des temps de téléchargement et de streaming considérablement réduits.



La réalité amère derrière les annonces !

Les opérateurs télécoms ont choisi cette approche intermédiaire pour offrir rapidement des débits plus élevés aux utilisateurs, en attendant le déploiement de la 5G "complète" (5G SA), qui nécessite la mise en place d'un nouveau cœur de réseau dédié. Cette version, avec sa latence ultra-faible, devrait arriver dans les prochaines années, conformément aux engagements pris par les opérateurs devant l'ANRT.



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Cependant, certains critiquent les opérateurs pour avoir vendu cette 5G NSA comme la "vraie" 5G, induisant les consommateurs en erreur. Il est donc important de bien comprendre les capacités réelles de cette technologie intermédiaire déployée actuellement au Maroc.

LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



INFLUENCEURS VIRTUELS : QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE CRÉE LES NOUVELLES STARS DU WEB

La nouvelle génération d'influenceurs n'a plus de corps, mais du code

Sur Instagram, TikTok ou YouTube, leurs visages sont parfaits, leurs voix calibrées, leurs styles impeccables. Ils sourient, voyagent, partagent des conseils beauté ou des playlists. Mais derrière ces sourires et ces looks millimétrés, il n'y a pas d'humain.

Les influenceurs virtuels, créés à partir de technologies d'intelligence artificielle et de modélisation 3D, bouleversent le paysage numérique mondial.

Ce phénomène, né au Japon et aux États-Unis il y a quelques années, s'installe désormais au Maroc et dans le monde arabe. Ces personnages numériques à mi-chemin entre avatar et personnalité publique attirent des milliers d'abonnés, signent des partenariats avec des marques réelles et influencent les comportements comme leurs homologues humains.

Mais qu'est-ce que cela dit de notre rapport à l'image, à la célébrité et à la confiance en ligne ?

Un marché en pleine expansion mondiale

Le premier influenceur virtuel à avoir véritablement marqué l'industrie est Lil Miquela, une jeune femme numérique de Los Angeles, née en 2016 d'un algorithme. Depuis, elle a collaboré avec Prada, Calvin Klein, ou encore Samsung. Son succès a ouvert la voie à une nouvelle économie : celle du "digital human marketing", un marché estimé à plus d'un milliard de dollars en 2025.

Les marques y trouvent un avantage évident : Pas de risque d'écart de conduite, Une image toujours contrôlée, Et un storytelling taillé sur mesure. Un influenceur virtuel ne dort pas, ne vieillit pas, ne demande pas de salaire à six chiffres et peut parler plusieurs langues. Il est parfaitement programmable.

De grands groupes investissent désormais dans la création de leurs propres ambassadeurs numériques.



Par **Salma Chmanti Houari**

Au Maroc, certaines agences de communication et de design explorent déjà cette voie. Des prototypes d'avatars marocains commencent à émerger sur Instagram hybrides entre culture locale et esthétique mondiale.

L'humain derrière la machine

Mais ces figures digitales ne sont pas le fruit du hasard. Derrière chaque influenceur virtuel se cache une équipe bien réelle : développeurs, designers 3D, spécialistes de l'IA générative, experts en communication et en psychologie sociale.

Ensemble, ils conçoivent non seulement un visage, mais aussi une personnalité complète : goûts, valeurs, mode de vie, ton de voix, émotions simulées. Cette humanisation de l'IA soulève une question essentielle : peut-on s'attacher à quelqu'un qui n'existe pas ? La réponse, à en juger par les millions d'abonnés de ces avatars, semble être oui.

Les internautes interagissent, commentent, défendent ou critiquent ces personnages comme s'ils étaient réels. Certains vont même jusqu'à leur écrire des messages personnels. Ce phénomène révèle une mutation profonde de notre rapport au virtuel : ce n'est plus seulement un espace de consommation, c'est un espace d'émotion.

Entre fascination et éthique : les limites du virtuel

Cette tendance, aussi fascinante soit-elle, suscite des débats. Si les influenceurs virtuels peuvent incarner la perfection, ils posent la question de l'authenticité. Dans un monde déjà saturé d'images retouchées, ces avatars viennent brouiller davantage la frontière entre le vrai et le faux.

Certaines voix s'élèvent également sur les enjeux de transparence : les utilisateurs devraient-ils savoir qu'ils interagissent avec une intelligence artificielle ? Des réglementations émergent en Europe et aux États-Unis pour encadrer l'usage de ces entités numériques, notamment lorsqu'elles s'adressent à un jeune public.

Au Maroc, la question est encore nouvelle, mais elle mérite déjà d'être posée. Dans une société où les réseaux sociaux ont une influence croissante sur les comportements, la fabrication de personnalités artificielles pourrait à la fois ouvrir des opportunités créatives et soulever des risques de manipulation.

L'avenir du marketing et du divertissement

Malgré ces réserves, les influenceurs virtuels s'imposent comme une tendance durable. Dans le monde du luxe, ils deviennent les visages d'une génération connectée et avant-gardiste. Dans la musique, certains avatars lancent déjà des singles produits par des IA génératives.

Et dans la mode, ils défilent virtuellement lors de fashion weeks digitales, créant des passerelles entre art, technologie et narration visuelle. Le Maroc, fort de sa scène créative en pleine expansion, pourrait bien y trouver un terrain fertile. Des studios comme ceux spécialisés dans l'animation 3D, le design interactif ou la réalité augmentée ont déjà les compétences nécessaires pour concevoir leurs propres icônes virtuelles.

Une façon pour le pays de se positionner dans cette nouvelle économie de l'imaginaire, où le talent et la technologie se mêlent pour inventer des identités sans frontières.

Vers une ère d'influence augmentée

Les influenceurs virtuels ne sont pas seulement une curiosité technologique : ils incarnent l'évolution naturelle d'un monde qui cherche à repousser les limites du réel. Peut-être que dans quelques années, ils coexisteront naturellement avec les créateurs humains non pas pour les remplacer, mais pour élargir les formes d'expression et de connexion possibles.

Dans ce futur hybride, la créativité sera la vraie frontière, et non plus la biologie. Et c'est peut-être là la leçon la plus fascinante de cette nouvelle ère : dans un monde piloté par l'intelligence artificielle, ce qui comptera encore et toujours... c'est l'émotion, même quand elle est codée.



LA 5G : LE CERVEAU HUMAIN EXPOSÉ AUX ONDES : QUE SAIT-ON SCIENTIFIQUEMENT ?

Il y a bien des théories répandues mais à l'épreuve des données

Depuis quelques années, l'arrivée de la 5G suscite une vague de contestation : certaines voix avancent que le cerveau humain ne supporterait pas des ondes « discontinues » ou de très haute fréquence, comme celles utilisées par la 5G. Il est temps d'examiner cette affirmation sous la loupe de la science.

Qu'entend-on par « ondes en continu » vs « ondes en discontinu » ?

L'idée sous-jacente est que l'organisme serait « habitué » à une exposition stable, continue, et non à des signaux hachés, pulsés, ou alternant, ou encore à des fréquences très élevées.

Techniquement : « Continu » pourrait signifier un champ électromagnétique ou radiofréquence (RF) de type sinusoïdal, stable dans le temps. « Discontinu » pourrait faire référence à un champ pulsé, modulé, ou des fréquences très élevées (ondes millimétriques, etc.).

Les affirmations des détracteurs tendent à dire que cette discontinuité ou haute fréquence perturberait le cerveau, le système nerveux ou les mécanismes biologiques.

Que montrent les études ? Voici ce que la littérature scientifique révèle :

1. Le consensus global sur les technologies mobiles (2G/3G/4G/5G)

L'International Telecommunication Union (ITU) rappelle qu'« il n'existe pas de preuve que les champs électromagnétiques des réseaux mobiles existants (2G, 3G, 4G) posent un risque pour la santé humaine lorsqu'ils sont en dessous des niveaux réglementaires d'exposition ».

Une revue récente conclut pour la 5G : « aucune preuve confirmée que des RF de faible niveau (>6 GHz) telles que celles utilisées par la 5G soient dangereuses pour la santé humaine. »

Cela ne signifie pas un « zéro risque » absolu — les chercheurs appellent à poursuivre les études — mais un faible niveau de preuve d'effets nocifs avérés.

2. Le cas de la modulation ou de la discontinuité des ondes

Concernant spécifiquement la question « continu vs discontinu », l'International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection (ICNIRP) indique que : « les preuves ne permettent pas de différencier entre les effets biologiques des EMF (champs électromagnétiques) continus (par exemple sinusoïdaux) et discontinus (par exemple pulsés) ».



Par **La rédaction**

Autrement dit : pour le moment, aucun signal scientifique clair ne montre que l'exposition « pulsée » pose un risque supérieur à une exposition « stable ».

3. Les fréquences très élevées (ondes millimétriques)

Une partie du débat se concentre sur l'usage futur de bandes très hautes fréquences (30-300 GHz) dans la 5G. La pénétration de ces ondes dans les tissus est très faible (elles restent superficielles). Une revue-synthèse précise : « les effets biologiques signalés n'ont pas été confirmés de façon fiable, beaucoup d'études souffrent de qualité limitée, et l'effet de chauffage reste le mécanisme principal connu pour les RF. »

Donc, la théorie selon laquelle ces hautes fréquences entraîneraient automatiquement des effets sur le cerveau reste non validée.

Où se situent les zones d'ombre ?

Plusieurs revues indiquent que la qualité de certaines études est faible : petits effectifs, exposition mal contrôlée, absence de réplication.

Sur les fonctions cognitives ou l'activité électrique cérébrale (EEG) : quelques études montrent des effets mineurs, mais « la pertinence clinique est incertaine ».

Long terme : les données épidémiologiques sur l'exposition aux très hautes fréquences manquent. Beaucoup est à venir.

Que penser de l'affirmation « le cerveau est fait pour être exposé en continu mais pas en discontinu » ?

À la lumière des données :

Il n'existe pas actuellement de mécanisme établi indiquant que le cerveau humain différencie significativement une exposition « continue » d'une exposition « intermittente » au point de devoir en tirer une alerte sanitaire majorée dans le cas de pulsation/modulation.

De même, le fait que des fréquences plus élevées (comme celles proposées pour la 5G) soient forcément plus dangereuses pour le cerveau n'est pas soutenu par les preuves rigoureuses.

Cela dit, l'absence de preuve n'est pas la preuve d'absence. Une surveillance et des études à long terme restent nécessaires — ce que reconnaissent les autorités sanitaires.

Implications pour le Maroc (et la presse aussi)

Pour un pays comme le Maroc qui réalise le déploiement ou l'extension de la 5G, ces enseignements invitent à :

- 1-Communiquer de manière transparente sur les normes d'exposition adoptées (respect des seuils internationaux) et sur la surveillance scientifique.
- 2-Éviter de faire de la peur en l'absence de preuves solides — mais rester vigilant et suivre les résultats futurs.
- 3-Mettre en perspective les bénéfices (vitesse, latence, innovation) et les incertitudes, plutôt que de polariser le débat sur des hypothèses non fondées.

Pour l'instant la conclusion possible

L'idée selon laquelle « le cerveau humain ne peut tolérer que des ondes en continu, mais pas des ondes discontinues ou de haute fréquence » demeure à ce jour une hypothèse non validée par les données scientifiques robustes.

Le consensus actuel est que l'exposition aux champs radiofréquences dans les limites réglementaires ne présente pas de risque avéré pour la santé humaine, qu'elle soit « continue » ou « pulsée ».

Cependant, des zones d'incertitude persistent — ce qui justifie une vigilance raisonnable et une bonne communication publique.



LODj



الخبر By Lodj فجيك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

من الساحل إلى الأطلسي: طريق التنمية من أجل الاستقرار



بقلم: الحسن حداد

هنا تبرز خبرة المغرب واستقراره وموقعه الأطلسي كمرتكز عملي لمقاربة أفريقية خالصة لمشكلات أفريقية.

إنّ استقرار الساحل لا يتحقق بزيادة الجنود، بل بزيادة المعلمين والمزارعين والمهندسين. الأولوية الأولى لرأس المال البشري: تعميم التعليم الثانوي الأدنى للفتيات، وضمان خدمات الصحة الإنجابية، وتوسيع شبكات الحماية الاجتماعية القادرة على امتصاص الصدمات. فكل سنة إضافية من تعليم الفتاة تؤخر الزواج، وتخفض معدلات الخصوبة، وترفع دخل الأسرة، أي أنها تخفف مباشرة من الضغوط الديموغرافية التي تغذي التطرف والهجرة.

ثم تأتي الإدماجات الإنتاجية: تطوير الزراعة المقاومة للمناخ، ودعم الريّ الشمسي، وبناء سلاسل القيمة متينة للحوم والألبان، وكذا دعم التصنيع المحلي للمواد الأساسية. ومع الوصول إلى الموانئ الأطلسية، يمكن لهذه القطاعات أن تجعل من الساحل منطقة إنتاج لا منطقة عبور.

أما الطاقة فهي الركيزة الثالثة. ينبغي التركيز على الشبكات الصغيرة المولدة للكهرباء لأغراض إنتاجية، لتبريد الأسماك، وطحن الحبوب، ولحام المعادن. فالكهرباء الميسرة هي في الوقت ذاته سياسة تشغيل وسياسة أمن. ينتعش التطرف والجريمة المنظمة حيث تغيب الدولة ويزدهر التهريب. لذلك، فإنّ إنشاء نقاط حدودية مدمجة وتبادل البيانات بين الجمارك ووحدات الاستخبارات المالية وشركات الاتصالات، إلى جانب توفير بدائل معيشية للمهريين الصغار، من شأنه أن يقطع شريان التمويل عن الجماعات المسلحة. ويمكن أن يصبح الممر الأطلسي عموداً فقرياً للحكومة، يحوّل التجارة من اقتصاد الظل إلى الاقتصاد المنظم.

لا يقيس الناس الدولة ببياناتها، بل بخدماتها. عندما تصل المياه، وتُدفع الرواتب في وقتها، وتؤمن الأسواق، تبدأ الثقة بالعودة. ولهذا يجب تأسيس عقود محلية للمساءلة تُناقش فيها الأولويات علناً بين المنتخبين والمواطنين. فالمساءلة من القاعدة إلى القمة هي اللقاح الأقوى ضد الانقلابات واليأس.

إنّ المبادرة الأطلسية تمنح الساحل أفقاً يتجاوز المساعدات والخوف. فهي تمثل منطق الاندماج بدل الانعزال، والإنتاج بدل التبعية. ربط الساحل بالمحيط الأطلسي ليس مشروع بنية تحتية فحسب، بل هندسة جيوسياسية للأمل. وإذا توحد الشركاء حول هذا التصور - بالاستثمار في الإنسان والممرات والحكومة معاً - يمكن لمنطقة الساحل أن تنتقل من حالة الطوارئ الدائمة إلى زمن النهوض المستدام.

إنّ ما تشهده منطقة الساحل ليس قدراً محتوماً، بل هو نتيجة متوقعة لتفوّق النمو الديموغرافي على النمو الاقتصادي، وللحدود التي تُقيّد الإنسان الأفريقي في الساحل وتحول دون فتح الآفاق أمامه، ولنظام اقتصادي ما زال يقوم على الهشاشة. طوال عقود، ظلّ النقاش يدور في حلقة مفرغة بين الأمن والتنمية، لكنّ الخروج من هذه الحلقة لا يكون إلا عبر الاندماج؛ أي ربط اقتصادات الساحل الداخلية بسلاسل القيمة العالمية من خلال البنية التحتية والطاقة والحكومة التي تخدم الإنسان قبل الدولة وتقوم على رؤية واقعية تُعيد الاعتبار إلى الإنسان كفاعل في التنمية لا مجرد متلقٍ لثمارها، رؤية تجعل من العدالة المجالية شرطاً للاستقرار والأمن المشترك.

في مالي والنيجر وبوركينا فاسو وتشاد، يتضاعف عدد السكان كل عقدين تقريباً فيما تنقلص الأراضي الزراعية بفعل التغيرات المناخية. انعدام الأمن والتطرف والهجرة غير النظامية ليست أزمات منفصلة، بل تجليات لأزمة واحدة: عجز الحكومات المتوالية عن توفير سبل العيش بسرعة كافية لتلبية حاجات شعوبها المتزايدة. هكذا يجذب شباب بلا أفق إلى شبكات التهريب أو الجماعات المسلحة، بينما تتكدس أسرٌ مشردة بفعل الجفاف أو العنف في مدن عاجزة عن استيعابها. ما لم تتحرّك التنمية بوتيرة أسرع من اليأس، فسيواصل العقد الاجتماعي في الساحل طريقه إلى الانهيار.

تُعيد المبادرة الأطلسية التي أطلقها الملك محمد السادس سنة 2023 رسم الجغرافيا الاستراتيجية للساحل. فهي تقترح ممراً اقتصادياً حديثاً يربط مالي والنيجر وبوركينا فاسو وتشاد مباشرة بالمحيط الأطلسي عبر الموانئ المغربية، ولا سيّما ميناء الداخلة الأطلسي الذي هو قيد الإنجاز. وبدعم من شبكات للطرق والسكك والطاقة عبر الصحراء، تهدف المبادرة إلى تحويل هذه الدول من منغلة برياً إلى مرتبطة بالعالم.

ليست هذه المبادرة مجرد شعار دبلوماسي، بل هي ثورة تنموية. فهي قادرة على خفض تكاليف النقل، وتنشيط الصادرات، وجذب الاستثمارات في مجالات اللوجستيك والتصنيع والتحويل الزراعي، وخلق مئات آلاف فرص العمل على طول الممر. إنّها تمنح دول الساحل المنطق نفسه الذي صعدت به شرق آسيا: ربط الداخل بالموانئ، والعمال بالأسواق، والشباب بفرص الإنتاج. إنها أيضاً مبادرة تترجم الثقة المتبادلة بين المغرب وشركائه الأفارقة، وتُجسّد تحول أفريقيا من مجال لتلقي المساعدات إلى فضاءٍ لإبداع الحلول بنفسها. لكنّ البنية التحتية المادية وحدها لا تكفي. فنجاح الممر يقتضي أيضاً بنية مؤسسية ناعمة: توحيد الأنظمة الجمركية، وتسهيل الاستثمارات العابرة للحدود، وإنشاء صندوق إقليمي لصيانة الطرق وتأمينها.

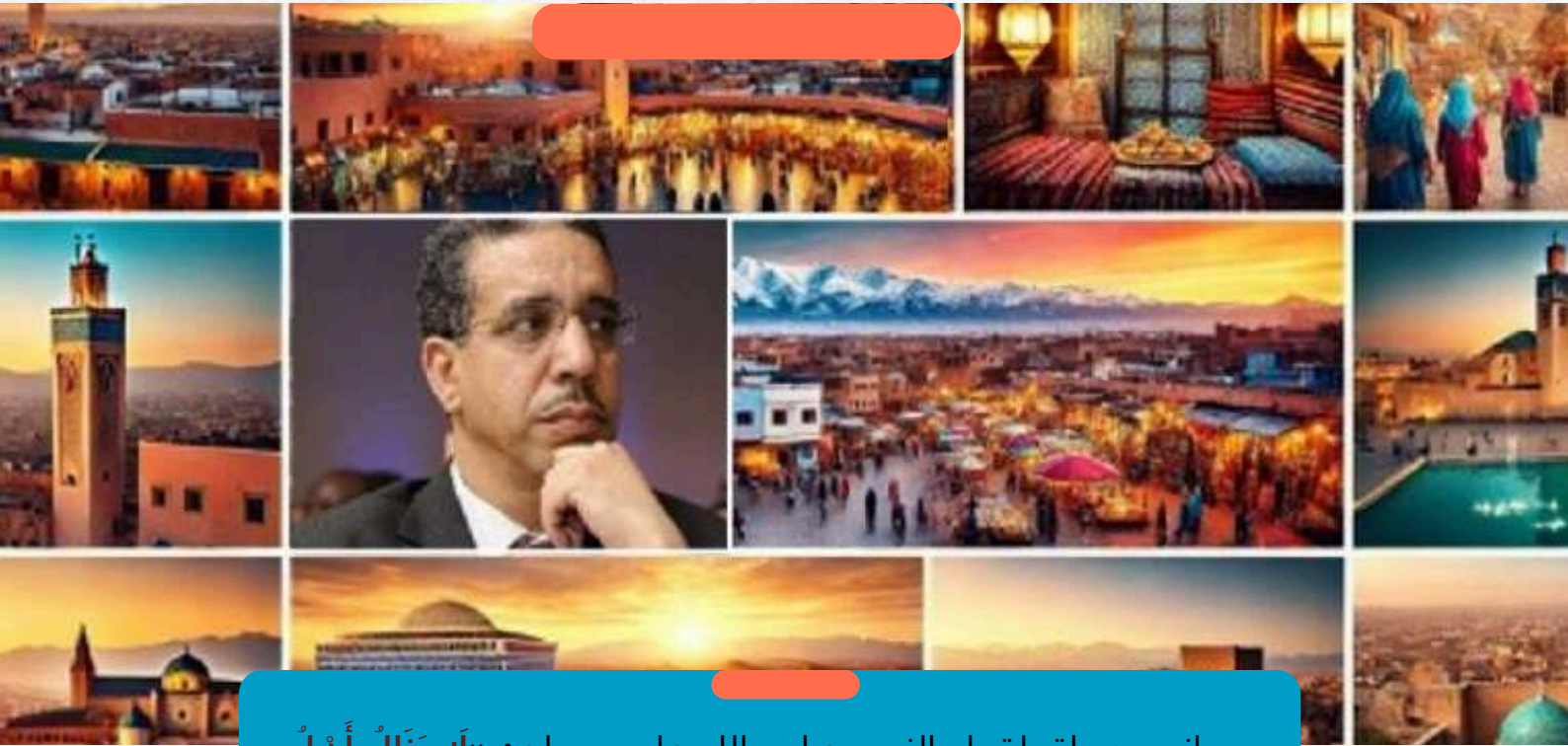
- صعوة شاملة بنخبة مبادرة: بفضل السياسة الدينية المتجددة، ونظرًا للحاجة إلى ترسيخ الالتزام وتقويم السلوك في المجتمع، انطلقت خطة تسديد التبليغ التي تهدف إلى توحيد الإرشاد لتثبيت العقيدة وتقوية الإيمان وتقويم السلوك وترسيخ القيم وتعزيز الوعي الديني. خطة انطلقت من المسجد وتتوسع الآن إلى المجتمع بكل فضاءاته وفئاته.

إن استحضار هذه التجليات والتحولت في الحقل الديني، يفرض النظر إليها من زاوية المصالح الكبرى المتحققة التي لا ينكرها إلا من له قصد سيء أو حساب خاص. ولا يجب أن ينظر إليها من زاوية النواقص التي لا يخلو منها أي عمل بشري، والتي تستوجب التأني في الحكم عليها والنصح الملزم بالمنهج الإسلامي!!!

كم أن هذه الصعوة تحتاج إلى صناعة القدوة المؤثرة وتجديد النخبة الدينية وطرق تواصلها مع الفئات المتنوعة، وخاصة الشباب، كنز المملكة ومستقبلها. ومن أجل ذلك أطلق برنامج تأهيل عشرات الآلاف من الخطباء والوعاظ والأئمة، لكسب معارف ومهارات إضافية وهي ضرورية لحسن التواصل وقوة الإقناع.

كما يجب أن تبعد خطابا دينيا وفكرا إسلاميا مناسباً لمجالات الثقافة والفن والتعليم والإعلام، وهي المجالات الأكثر تأثيراً في بناء الإنسان، حيث يحاول التيار الرافض للثوابت الوطنية، التسلل إليها للتحكم في العقول والسلوك والانقلاب على الثوابت أو إضعافها في المستقبل!!!.

لكن للبيت رب يحميه. وإن الاحتفاء بمرور خمسة عشر قرون على ميلاد خير البرية، والمؤطر بالرسالة الملكية، يرسخ الحقيقة الثابتة والأبدية بأن المغرب مملكة إماراة المؤمنين الراسخة، ومنارة حضارية وروحية في العالم الإسلامي، وحصن لهويته الجامعة والموحدة، ومشعل إشعاع ممتد في إفريقيا والعالم.



إنه مصداق لقول النبي صلى الله عليه وسلم: «لَا يَزَالُ أَهْلُ
الْمَغْرِبِ ظَاهِرِينَ عَلَى الْحَقِّ»، صعوة متجددة، وإشعاع مستمر،
إلى أن تقوم الساعة.

صحة المملكة : تجديد التدين وبناء الإنسان وترسيخ الهوية



بقلم: عزيز رباح

- ازدهار المساجد والتدين: بعدما كانت المساجد قليلة وروادها محدودين، انتشرت اليوم في كل حي وقرية، وصارت خطب الجمعة مؤثرة وواعية، يحضرها الشباب كما الشيوخ. ولم يعد التدين غريباً في الجامعات أو الأحياء الراقية أو المؤسسات، بل أصبح ترسخاً لدى المغاربة، يعبر عنه الشباب خاصة بروح جديدة واعتزاز.

- علماء ومؤسسات مرجعية: اليوم يزخر المغرب بآلاف العلماء والمرشدين، عرباً وأمازيغ، رجالاً ونساءً، يؤطرون الناس داخل المملكة وخارجها. وتحولت البلاد إلى أكبر مرجع عالمي وإفريقي في تكوين الأئمة والمرشدين، مما جعلها قبلة لطلب المعرفة الدينية الوسطية. وازداد الإنفاق على المؤسسات الدينية والكراتين القرآنية، كما تُراجع دورياً إجراءات التحفيز المادي للخطباء وإعلام ديني صاعد: بعدما كان الإعلام الديني مقتصرًا على برنامج "ركن المفتي" وأنشطة شهر رمضان، أصبح اليوم حاضرًا بقوة عبر قناة وإذاعة محمد السادس، وينتقل حتمًا إلى برامج متنوعة وجذابة في الإذاعات الخاصة والمنصات الرقمية، مع الحاجة إلى تجويده وضبط مضامينه، وأيضًا تكوين نخبة من الإعلاميين الدينيين بكل اللغات والتقنيات والمهارات.

- الوقف من أجل التنمية: تحظى جهود ترميم الوقف وتوسيع موارده بعناية خاصة، إذ يترسخ اعتباره أمانة في عنق القائمين عليه وبأباً من أبواب التنمية والنفع للمواطنين، والإسهام في كل المجالات الدينية، مع مراجعة عقود الكراء والاستغلال وتوجيه الأراضي إلى الاستثمار النافع، مما يجعله رافعة قوية للاقتصاد الوطني.

- التراث المغربي برواد جدد: أخذت أكاديمية الفنون التقليدية التابعة لمؤسسة الحسن الثاني على عاتقها منذ 2012 إنقاذ التراث التقليدي المهدد بالانقراض بسبب شيخوخة "المعلمين" وقلتهم، وخرجت منذ انطلاقتها مئات الحرفيين الشباب والأطراف في مهن حرفية وفنون تراثية متعددة. فتورث التراث الوطني للشباب يعد إسهاماً قوياً لترسيخ للهوية الوطنية ومفتاحاً للصمود والإشعاع الحضاري.

من المبشرات النبوية التي تثلج صدور أهل الغرب الإسلامي، والمغرب خصوصاً، حسب وترتبط بقوة الإيمان وثباته، قول الرسول صلى الله عليه وسلم: «لَا يَزَالُ أَهْلُ الْمَغْرِبِ ظَاهِرِينَ عَلَى الْحَقِّ حَتَّى تَقُومَ السَّاعَةُ».

وبالرجوع إلى الرسالة الملكية إلى العلماء، بمناسبة مرور 1500 سنة على ميلاد خير البرية عليه أفضل الصلاة والسلام، وما تقرر بها وبعدها من حركية دينية، تعبر المملكة عن أرقى وأعظم تفاعل مع هذا التبشير النبوي الذي يرسخ تعلق الدولة المغربية وسلطتها بالإرث النبوي الأصيل.

فارتباط المغاربة بالإسلام أعمق مما يتصور، وأقوى من كل محاولات التجريف والتزييف، وأرقى من بعض أقاويل التبخيس، ولذلك، تتجلى هذه الصحة في عناوين متعددة:

- صحة متجددة عبر التاريخ: منذ دخول الإسلام إلى هذه الأرض المباركة، وهي تعيش صحة بعد صحة، تنهض بالعلم والدعوة والقرآن والسنة والجهاد. حتى في أحلك الفترات، حين تضيق السبل ويستبد اليأس بالناس وتحيط بالمملكة المؤامرات، ينبعث من جديد أمل الإصلاح ونور التدين ليضيء البلاد ويمتد إشعاعه إلى خارجها.

- نهضة قرآنية حفظاً وقراءة: بعد أن كان حفظ القرآن مقتصرًا على قلة من الشيوخ، نشهد اليوم نهضة قرآنية واسعة جعلت المغرب يتبوأ مكانة عالمية، مع أكثر من مليون ونصف حافظ وحافظة، رجالاً ونساءً وأطفالاً، في القرى والمدن على حد سواء. وقد تجاوز المغاربة مرحلة التلقي إلى مرحلة الريادة، فأصبحوا يصدرون القراء إلى مشارق الأرض ومغاربها، ويتألقون في كبرى المسابقات الدولية، مع حرص الأسر على تعلم القرآن لأبنائهم. للأئمة والقيمين الدينيين.

أن الحكم الذاتي الذي نشأ وترسب وترعرع في بيئة اجتماعية وثقافية ودينية وجغرافية وتاريخية بعيدة كل البعد عن النماذج السابقة للأمم المتحدة في إطار الحكم الذاتي ، وفي تقديري يجب التعامل معه في إطار النطق به بالأحرف العربية بلغات أخرى، كمعنى أصلي ليحافظ على صوته باللغة العربية و يحافظ على أصالته اللغوية. ولهذا لا يمكن ترجمته إلى اللغة اللاتينية تم أن الدبلوماسية الرسمية والموازية يجب التعامل معه اصلا بالحروف العربية وإدخاله في سجلات الأمم المتحدة لكي لا يساء فهمه أو يحرف في المعنى. ولهذا على المبعوث الأممي أخذ هذه المعطيات بعين الاعتبار..لكي يعالج معالجة تصب في الوحدة الوطنية والوحدة الترابية للمملكة المغربية على المنتظم الدولي التعامل معه كمكون ثقافي واجتماعي وتراثي وتراحي مستمد من الأمة المغربية. لكي يعالج بطريقة صحيحة وبعيدة عن المغالطات والمزايدات السياسية.

ويتبين من ارشيفات الأمم المتحدة مطالب الشعب المغربي من خلال التمثيليات التي أرسلها جلالة الملك المغفور له محمد الخامس طيب الله ثراه .في بداية الاستقلال. حيث تم استرجاع أجزاء من التراب الوطني على مراحل و التدرج . الوسط والشمال في سنة 1956 م تم طرفاية سنة 1958 تم سيدي افني سنة 1969 م والساقية الحمراء ووادي الذهب . 1975 الداخلة سنة 1979 م. هذا هو السياق التاريخي استكمال وحدتنا الترابية.

أن الحكم الذاتي يجب التعامل معه على أنه نبتة مغربية أصيلة ثقافيا وحضاريا وله امتدادات تاريخية وحضارية واجتماعية وجغرافية فإن السكان عبر العصور اختلطوا و تزاوجوا انصهروا واعطوا مجتمعا متعدد في إطار الوحدة المغربية متفردة للهوية للأمة المغربية اختلطت فيها الامازيغية مع الحسانية مع الزنجية مع الأندلسية مع العربية فأعطت شعبا متنوع الأعراق تربطها الدم والعرق والدين واللغة .فلهذا أن الموجات البشرية،لا يمكن حصرها .في هذا المجال لأن الشعب المغربي كله صحراوي فهو ليس " بكاليدونيا " مقطوعة الاتصال والوصال مع الأمة أرضا و نسيجا اجتماعيا . وليس هو كوسوفو أو الجبل الأسود. لهم كتل سكانية متفرقة لغويا ودينيا التي لا يربطها مع الدولة الأم أية روابط .



الحكم الذاتي : على المنتظم الدولي التعامل معه كمكون جغرافي وتاريخي وثقافي واجتماعي وتراثي ممتد في الأمة المغربية...؟؟؟

بقلم: مصطفى بلعوني

فإن الحكم الذاتي مصطلح مغربي يمكن التعامل معه بثقافة مغربية أصيلة بحيث أن الإقليم يعتبر امتدادا تاريخيا للمملكة المغربية. منه جاء المرابطون في القرن الرابع الهجري والخامس الهجري أي القرن العاشر والحادي عشر الميلادي ..تم الموحدون الذي وصلوا إلى منطقة نهر السنغال. في الثاني عشر الميلادي .وفي القرن 16 عشر وصل أحمد المنصور الذهبي إلى منطقة دارفور في كل السودان الغربي والذي يتكون من منطقة غاوة ومالي والنيجر بالإضافة إلى الإمبراطورية العلوية الشريفة التي امتدت إلى نهر السنغال في عهد السلطان المولى إسماعيل والسلطان سيدي محمد بن عبد الله في القرنين السابع عشر والقرن 18 وضمت تومبوكتو التي كانت أكبر مركز تجاري وثقافي وقد لعبت الزوايا دورا رائدا في هذا الصدد مثل التيجانية و الدرقاوية و الشاذلية إلى آخره. حيث قاموا بنشر الإسلام السني المالكي .في هذه الربوع من المناطق وكان أهالي هذه المناطق والأقاليم يبايعون السلاطين المغاربة طوال التاريخ وكانت مراكب الحجج تأتي تباعا إلى مراكش أو فاس أو مكناس تؤدي البيعة بالإضافة إلى زاوية الشيخ ماء العينين المنتشرة. مع أحفاده في كل الساقية الحمراء .ووادي الذهب وهذا مثبت في الوثائق في أرشيفات فرنسية أو إسبانية أو تركية بالإضافة إلى الأرشيف المغربي .تم أن الحركة الوطنية،طرحت استرجاع الساقية الحمراء،ووادي الذهب منذ الخمسينات من القرن الماضي ونظم علل الفاسي اشعارا كلها تذكر بأن هذه الأراضي مغربية.

ان الحكم الذاتي هو شكل من أشكال تدبير السلطة في منطقة معينة أو إقليم أو مجال جغرافي محدد ، وقد اتبعت العلوم السياسية والفلسفة والتاريخ وخاصة علم الاجتماع السياسي أنه سلطة تخول من سلطة مركزية تنقل بعض الصلاحيات المحدودة إلى سلطة لا مركزية أي إلى إقليم . ومن جهة أخرى هو شكل من أشكال الاستقلال المحدود .المحدد باتفاقيات بعقود قانونية تسمو إلى مرتبة دستور.تم يكون ضمن دولة لها سلطة واسعة وعليها على الإقليم من حيث الإشراف والرقابة والدفاع والخارجية والعدل والتعليم أي التربية الوطنية من حيث المنظومة التربوية والتعليمية تم الطرق التي تعبر مسافات كبرى خارج الإقليم. أي يكون ضمن إطار دولة أكبر.هذا حسب المفاهيم العامة .في فلسفة القانون الدولي .

بيد أن تعريفه من حيث الاصطلاح أو من خلال اشتقاق المعنى اللفظي الظاهري والباطني أي المحتويات المتضمنة لسلطة الحكم الذاتي. تجاه السلطة الأم أي المركزية .وفي هذه الحالة فإن الحكم الذاتي المقترح بالنسبة للمملكة المغربية،يختلف جوهريا من الأساس اللفظي أو محتوياته عن الحكم الذاتي المعمول به في أماكن أخرى. وهذا راجع لعلاقة السكان أو المواطنين في إطار نظام البيعة لأمير المؤمنين جلالة الملك الضامن لوحدة البلاد واستقرارها وصيانة حقوق الرعايا .

ولهذا ففي الملكية فإن الحكم الذاتي هو إثبات سلطة أمر تابع للأولى الأمر منكم .،فإذا صليت الصلاة واجبة فقد أثبت سلطة حكما لهذه العبادة وهو الوجوب بمعنى أنك اثبت الوجوب للصلاة أي أن السكان اثبتوا البيعة لأمير المؤمنين.

ولهذا فإن الحكم الذاتي يعتبر في هذه الحالة شكلا اداريا فقط له هياكل إدارية محلية تسمح بصلاحيات محدودة في ظل مجلس جهوي منتخب لا يمكنه أن يتجاوز حد الوجوب يناقش الميزانية والمشاريع ذات الطابع المحلي ولا يمكن أن يتخذ قرارات سياسية تتجاوز الشؤون الإدارية والتنموية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية المحلية .

تم بإمكان أن يكون مجلسا للتنمية والأمن والأمان والاستقرار ويكون عضوا في مجلس عام للدولة. للحفاظ على الوحدة الترابية للمملكة المغربية. .

ان الحكم الذاتي المقترح في إطار المبادرة الملكية السامية اعتبره المنتظم الدولي مقترح جدي وذو مصداقية ولذلك صوت عليه مجلس الأمن في قانون. أي قرار 2797 بتاريخ 31 أكتوبر 2025 الذي كرس الحكم الذاتي في إطار السيادة المغربية الوطنية. الأقاليم الصحراوية الساقية الحمراء،ووادي الذهب . ومن.حيث الجغرافيا السياسية والتاريخية أي الاسطوغرافيا .

بل يمكن القول إن أحد العوامل البنيوية التي تُغذي عزوف الشباب عن المشاركة السياسية، يكمن في تأخر رقمنة المسار الانتخابي، سواء من خلال رقمنة الصناديق الانتخابية، أو عبر تطوير منصات افتراضية تفاعلية تُتيح القيام بالحملة الانتخابية، وتيسر عملية التصويت عن بُعد، بما ينسجم مع البنية الرقمية التي ينتمي إليها هذا الجيل، ويُعيد ربطه بالممارسة الديمقراطية من موقعه الطبيعي داخل الفضاء الرقمي.

إن مواكبة ديناميات الشباب وفهم أنماط تفاعله داخل الفضاءات الرقمية لم تعد خيارًا متاحًا أمام الدولة والأحزاب السياسية، بل تحولت إلى ضرورة استراتيجية تُفرضها اعتبارات الأمن القومي ذاته.

ففي ظل التحول العميق الذي شهده الفضاء العمومي، وانتقال النقاشات العمومية وأشكال التعبئة والاحتجاج من المجال الواقعي، الخاضع لرقابة مؤسسات الدولة، إلى الفضاء الرقمي المفتوح، أصبحت هذه المنصات خارج نطاق السيادة التقليدية للدولة، ما يجعلها عرضة لاختراقات أجنبية أو تدخلات عدائية قادرة على التأثير في توجهات الشباب، وتأطيرهم نحو سلوكيات قد تنطوي على تحريض أو عنف أو زعزعة الاستقرار الداخلي.

من هذا المنطلق، فإن فهم التحولات الرقمية للشباب والتفاعل معها بوسائل حديثة، يُعدّ رهانًا استراتيجيًا لحماية النسيج الاجتماعي وتعزيز الاستقرار السياسي، كما يُمثل مدخلًا أساسيًا لتحسين الجبهة الداخلية في مواجهة التهديدات غير التقليدية في زمن الحروب السيبرانية وتأثيرات الإعلام الجديد.

تكشف التحولات الجيلية المرتبطة بالجيل Z في المغرب وما بعده من أجيال قادمة عن إعادة تشكيل عميق وبنوي لتمثل الشباب للمجال العام والمشاركة السياسية. فقد أفرزت الدينامية الرقمية واقعًا جديدًا تجاوز أنماط التنشئة الاجتماعية التقليدية، لتُصبح الفضاءات الرقمية منصات بديلة تُنتج فيها المواقف، وتُشكل من خلالها الهوية السياسية، ويُعاد فيها تعريف مفاهيم الانتماء والمواطنة، الإحتجاج، النقاش العمومي، الإندخراط في قضايا الشأن العام.

لا تقتصر مشاركة الجيل Z على التصويت أو الإندخراط الحزبي، بل تمتد إلى التفاعل الرقمي، الحملات الإلكترونية، التعبئة لقضايا العدالة الاجتماعية والحقوق الفردية، وبناء وعي جمعي غير مؤطر مؤسسيًا. هذا التحول، وإن كان يعبر عن حيوية ديمقراطية جديدة، فإنه في الآن ذاته يطرح تحديات على الدولة ومؤسسات الوساطة التي لم تعد قادرة على احتواء هذا الفعل الشبابي المتحرر من الإيديولوجيا والوصاية والرقابة المؤسسية.

وعليه، فإن مستقبل المشاركة السياسية في المغرب رهين بمدى قدرة الفاعلين على رقمنة آليات المشاركة، فتح قنوات تفاعلية حقيقية، وتأمين الفضاء الرقمي من الاختراقات الخارجية التي قد تستغل هشاشة الإطار المؤسسي وغياب التأطير. كما أن هذه الرقمنة لا يجب أن تقتصر على الشكل، بل أن تمتد إلى المضمون، من خلال تجديد الخطاب السياسي، وتكييفه مع لغة الجيل الجديد، بما يضمن تعزيز الثقة، والاستقرار، والأمن الرقمي في آنٍ واحد.

وقد أفرز هذا التفاعل نمطاً جديداً من الوعي السياسي يمكن نعتة بـ"الوعي الفردي الجمعي"، حيث تُبنى المواقف السياسية من خلال تلاقي الذاتي بالجمعي، وتجميع التجارب الرقمية، والشهادات الميدانية، والرموز الثقافية المشتركة. كما أسهم هذا النمط من التفاعل في تطوير قدرات الجيل Z على الترافع والتعبئة الرقمية، مُعززاً لديه الإحساس بالانتماء لقضايا كونية مثل العدالة الاجتماعية، البيئة، الحريات الفردية وحقوق الإنسان. والأكثر دلالة، والأهم من ذلك، أن هذه المنصات أصبحت، في بعض السياقات، تؤدي وظائف رمزية تعادل الصناديق الانتخابية، حيث تُبنى أشكال من الشرعية والمشروعية خارج الأطر المؤسسية الرسمية. ويُجسد هذا التحول نموذج دولة "نيبال"، التي شهدت موجة احتجاجات شبابية رقمية واسعة النطاق، انطلقت من منصة "Discord"، وانتهت بإقالة الرئيس، وانتخاب بديل له بدعم مباشر من شبكات الشباب النشيطين على الفضاء الرقمي، في سابقة تعبّر عن انتقال الرقمي من التفاعل الرمزي إلى التأثير الواقعي في صناعة القرار السياسي.

3- من التفاعل الرقمي إلى الفعل العمومي: الجيل Z وإعادة تعريف المشاركة السياسية.

أمام هذه التحولات البنيوية التي طرأت على تمثيلات الجيل Z للمشاركة السياسية، والتي أفرزت تداخلًا متزايدًا بين الفضاء الرقمي والواقع المادي، وبين الافتراضي والحقيقي، بات من الضروري على مؤسسات الدولة، سواء كانت تربية أو سياسية أو مدنية، أن تعيد تموقعها ضمن هذا المشهد الجديد الذي أعاد صياغة مفهوم المشاركة السياسية ليتجاوز التصور التقليدي الضيق القائم على ثنائية التصويت والاندخراط الحزبي.

لقد أصبح الفعل السياسي لدى هذا الجيل يتخذ أشكالاً متعددة، غير مؤسسية في الغالب، قائمة على التفاعل السريع، والمبادرة الفردية، والترافع الرقمي، وهو ما يتطلب من الفاعلين المؤسسيين تطوير آليات جديدة للاستماع، والوساطة، والاحتواء، بما يُمكن من تأسيس هذا التفاعل وتحويله إلى طاقة ديمقراطية منتجة، بدل تركه يتقاطع مع مظاهر العزوف وفقدان الثقة.

بهذا المعنى، فإن مستقبل المشاركة السياسية في المغرب يرتبط بشكل وثيق بقدرة المؤسسات على فهم ديناميات هذا الجيل، ومواكبة تحولاته الثقافية والتواصلية، عبر فتح فضاءات جديدة للتعبير، وتشجيع المشاركة التفاعلية، وتجاوز الأطر التقليدية المغلقة التي لم تعد قادرة على احتواء الفعل الشبابي الجديد.



الجيل Z والمشاركة السياسية في المغرب: من التفاعل الرقمي إلى الفعل العمومي



بقلم: خالد اليوسفي

لعل أبرزها الفضاءات الرقمية ومنصات التواصل الاجتماعي، التي باتت تشكل وسيطاً اجتماعياً وثقافياً بديلاً ذا تأثير حاسم في بناء الوعي الفردي والجماعي لهذه الفئة.

لقد أضحت الفضاء الرقمي، بالنسبة للجيل Z، مجالاً تعليمياً تواصلياً وهوياتياً بامتياز، يتم فيه إنتاج الرأي، وإعادة تشكيل المرجعيات الرمزية والمعرفية، والتفاعل مع قضايا الدولة والمجتمع والاقتصاد والسياسة والتنمية والتاريخ، في انفصال نسبي عن الأطر التربوية والسياسية التقليدية التي لطالما اختزلت المعرفة في المدرسة، والقيم في الأسرة.

وقد مكّن هذا الفضاء المفتوح وواسع الانتشار هذه الفئة من التمرّن على التعبير والنقاش العمومي، وبناء المواقف إزاء القضايا الواقعية داخل فضاءات لا تخضع للرقابة المباشرة، ما يُعيد تشكيل علاقة الجيل Z بالمجال العام وفق منطق جديد، يقوم على التفاعل الأفقي، والانفتاح على التجارب الكونية، عوض التلقي العمودي من مؤسسات التنشئة التقليدية. لقد كانت الرقابة الممارسة من طرف مؤسسات الدولة والمجتمع على الشباب وأفكارهم ومعتقداتهم ومرجعياتهم ومحاولة فرض نمط موحد من التفكير محط انتقاد دائم ومقاومة مستمرة، فقد كانت كل أشكال التعبير والإفصاح عن المواقف والمعتقدات محط رقابة وتتبع بل حتى انخراط واقتحام هؤلاء الشباب للدينامية السياسية والاقتصادية والاجتماعية عن طريق التنظيمات الحزبية والنقابية وجمعيات المجتمع المدني كان يخضع لشروط أيديولوجية تتجاوز الإيمان الفردي بمنطلقات وأسس التغيير إلى الاعتناق للجماعي للمعتقد الحزبي الذي يلزم الجميع بالتشبع به والدفاع عنه والتغيير من خلاله، وبمجرد بروز الفضاءات الرقمية ومواقع التواصل الاجتماعي وانتشارها والتي لم تكف الدولة قادرة على احتوائها وتوجيه نقاشاتها بواسطة أدواتها التقليدية المتمثلة في (المدرسة، الأسرة، الأحزاب السياسية، النقابات، جمعيات المجتمع المدني...)، سيشكل الشباب فضاء عمومياً جديداً رقمياً، تُقدس فيه حرية التفكير والتعبير والاعتقاد والديمقراطية.

2- التفاعل الرقمي وتشكيل الوعي السياسي لدى الجيل Z

تُظهر معطيات الواقع المعيشي والتواصل اليومي أن الجيل Z يستمد جانباً مهماً من وعيه السياسي من خلال محتويات رقمية قصيرة، تفاعلية، وسريعة التداول، تنتشر عبر منصات مثل YouTube، Discord، Instagram، TikTok، وX (تويتر سابقاً)، خارج دوائر الرقابة والضبط التقليدية. لقد تحولت هذه الوسائط من أدوات للتواصل والترفيه إلى فضاءات موازية للتكوين السياسي غير النظامي، حيث يُتاح للشباب الولوج الحر للمعلومة، وممارسة النقد السياسي، والتفاعل مع القضايا الوطنية والدولية، دون الخضوع للصياغة الأيديولوجية للمؤسسات التقليدية كالأحزاب أو المدرسة أو الإعلام الرسمي.

لقد أفرزت الدينامية الاجتماعية الشبابية التي شهدتها المغرب خلال الآونة الأخيرة تحولات لافتة في تمثيلات الجيل Z للفضاء العمومي، حيث انتقل جزء كبير من التفاعل السياسي والاجتماعي من الفضاءات الواقعية إلى الفضاءات الرقمية. وقد أدّى هذا التحول إلى بروز فاعلية جديدة قائمة على التراكم الرقمي للوعي، والاحتجاج، والتعبئة، ما جعل من وسائل التواصل الاجتماعي مختبراً فعلياً لإنتاج المعنى السياسي لدى هذه الفئة. غير أن ما يميز حراك الجيل Z المغربي هو قدرته على الجمع بين التعبير الرقمي والتجسيد الواقعي، من خلال التحول السلس من الحملات الرقمية إلى مواقف ملموسة داخل الشارع العام، وهو ما تجلّى في عدة محطات عرف فيها الجيل الجديد كيف يفرض حضوره، خارج الأطر التقليدية للممارسة السياسية وفي مقدمتها الأحزاب التي فشلت إلى حدّ كبير في مرافقة هذا التحول واقتحام هذه الفضاءات الجديدة لتأطير الشباب من خلالها.

إن الجيل Z، في هذا السياق، لم يعد مجرد فئة عمرية، بل أصبح فاعلاً اجتماعياً صاعداً يُعيد رسم ملامح العلاقة بين الشباب المغربي والفضاء العمومي، ويؤسس لأنماط جديدة من المشاركة السياسية تركز على الوعي، والمبادرة، والتفاعل النقدي مع قضايا الشأن العام.

1- الجيل Z في المغرب: الخصائص والتحولات.

على خلاف الأجيال السابقة، لم يخضع الجيل Z لعملية التنشئة الاجتماعية التقليدية التي كانت تركز على ثنائية الأسرة والمدرسة بوصفهما الفاعلين المركزيين في نقل القيم والمعرفة وإنتاج الهوية. فقد برزت وسائط جديدة للتنشئة تتجاوز المنظومات القيمية المحلية والمعارف الرسمية المُقننة في المناهج الدراسية،

إنها لحظة إدراك صادمة: لا ينتظرك الغرب لتحبك نساؤه ولا ليمنحك الجاه. أنت لست مركز الكون هنا. أنت غريب يُعامل باحترام ويُساءل إن أخطأ. الأنوثة هنا حرة لكنها ليست متاحة. والحب هنا اختيار لا انبهار بمرويات شرقية فحولية. يخلع السفر عنك أوهامك. تكتشف أن الرجولة سلوك متحضر، نبرة محسوبة، نظرة محترمة، حضور خفيف. والنساء ينتظرن رجلاً يرى فيهن إنساناً لا موضوعاً للغزو.

وهكذا، يسقط كل شيء: وهم أنك ستغزو، وهم أنك محبوب فقط لأنك مختلف، وهم أن لغتك الموشومة بالحاء والعين والقاف والضاد تثير الحنين الغامض. يسقط كل شيء وتبقى فقط أنت.. عارٍ من غرورك تتعلم كيف تكون بشراً لا ذكراً منتفخاً.

كان هذا المتخيل جزءاً من تربيتنا، من نكاتنا، من مراهقتنا، من صورنا عن الآخر. السفر وحده من حررنا من دور "الصيد"، وجعل من كل واحد منا إنساناً يبحث عن علاقة متكافئة، عن لقاء لا غزو. عن تبادل لا هيمنة. ففي السفر يسقط متخيل الفحولة وتُكشف رجولتك على حقيقتها: في خفتك، في احترامك، في إنسانيتك لا في قدرتك على الفتح.

هناك شيء ناعم، لكنه حاسم، يحدث للمسافر: يبدأ في التفكك من الداخل كمن يتحرر من طبقات لم يكن يعلم أنه يرتديها. تتعزى الذات من أوهام الثبات. تكتشف أن ما كنت تظنه "أنت" لم يكن سوى رُكام من الأحكام المسبقة. نحن لا نولد بذات جاهزة، يتم تنميطنا منذ الطفولة في قوالب جاهزة: أن تكون وطنياً، ذكورياً، مستقيماً، جاداً، ناجحاً، قوياً، مقبولاً، مفهومًا ومتوقعًا... لكن السفر، ذلك الكفر الجميل بالانتماء الأعمى، يفكك كل ذلك بهدوء. في أرض لا تعرفك وفي لغة لا تفهمك، تكتشف أنك لست ما ظننت أنك أنت. وأن الآخر، الذي كنت تراه من خلف الحذر، ليس جحيماً، عدواً ولا نقيضاً، إنه كائن مثلك: مرتبك، هسّ، قلق ويخاف أن يُحكم عليه كما كنت تفعل دون أن تدري.

تسقط في السفر "المخيلات الجمعية" كجدران من ورق مبلل. تلك الصور الجاهزة عن الآخر: عن الأوروبي، عن العربي، عن المرأة، عن الإفريقي، عن المختلف.. تسقط أمام مشهد بسيط: شخص يساعدك على حمل حقيبتك دون أن يعرف اسمك. الارتباك الذي تشعر به في أرض جديدة ليس ضعفاً. إنه علامة صحو. علامة أن عقلك لا يُعيد إنتاج الصور النمطية بسهولة. أنك أخيراً تعيش دون أن تُصنّف ودون أن تشرح لنفسك ما معنى العيش.



بقلم: الكاتب عبد العزيز
كوكاس

السفر تجربة بوظيفة
مزدوجة: تجربة تراكم
معارف جديدة وتجربة
تفريغ ما تكدّس فينا من
يقين، وثوق، جُمْل
محفوظة، عادات موروثة
وصور مكرّرة. فكل يقين
لم يُختبر هو وهم أتيق
وكل ارتباك عميق هو
علامة بحث صادق.

متخيل الفحولة الغرب الذي لا ينتظرك

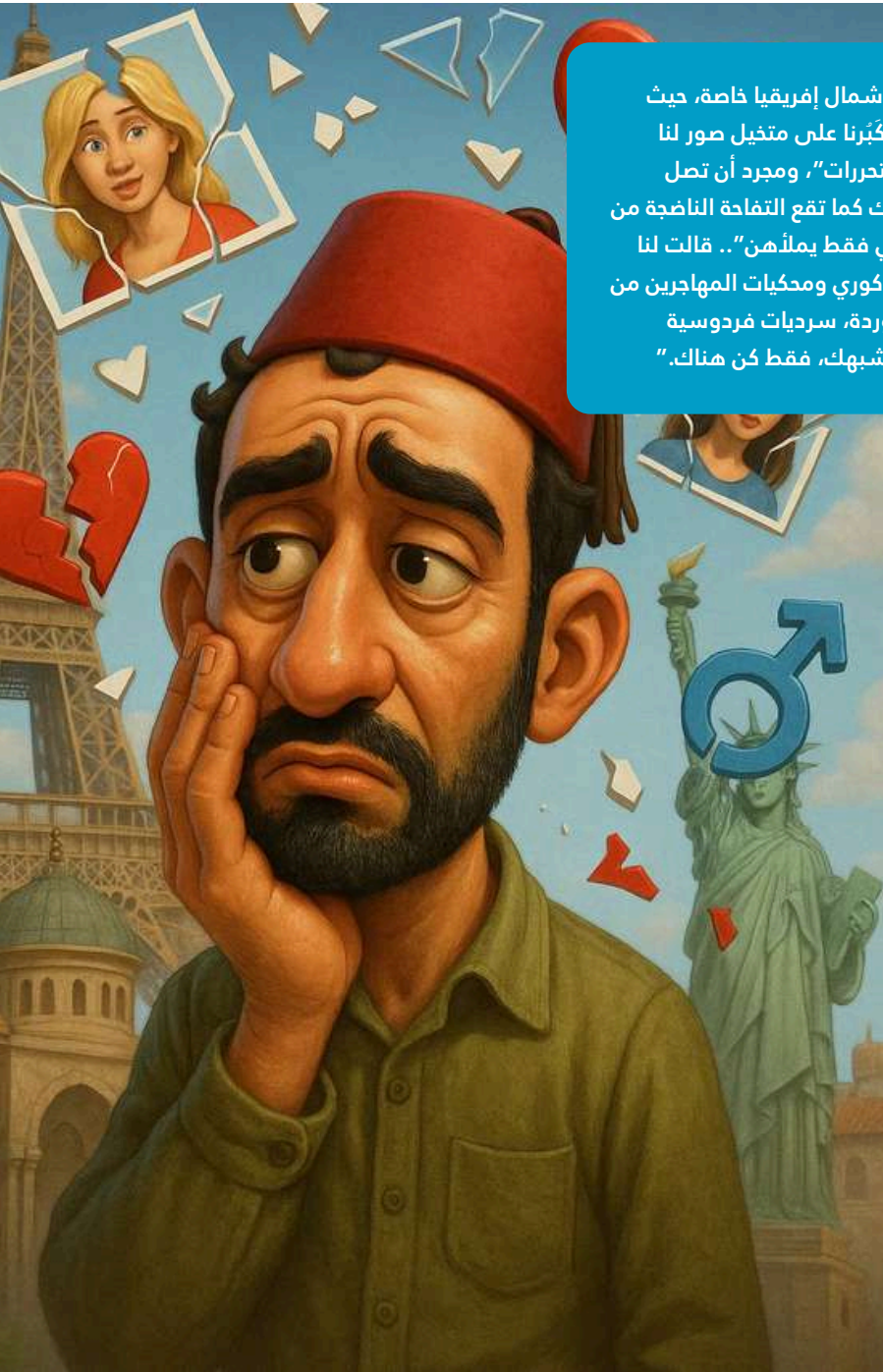
قبل أن نسافر نحن أبناء الجنوب، قبل أن نصل إلى هذا الغرب المتقدم، وجدنا أن المحكيات الشعبية، الأفلام والأساطير الذكورية غدت متخيلا الجماعي عن "الفحولة المشرقية" أو "الجنوبية" مقابل "أنوثة الغرب المستباحة"، بذلك الحلم المريض الذي كان يسكننا ونحن صغارا: أن تكون في باريس أو أمستردام أو مدريد... يعني أنك فجأة تصبح مطلوبا بقوة، تتساقط النساء في فراشك مثل فراشات الضوء، فحلاً بلا كد، مطلوبا بلا جهد، محاطا بنساء ينتظرنك لتمنّ عليهنّ بلمستك الشرقية.

"السفر الحقيقي يبدأ حين نكفّ عن رؤية الآخر كمرآة لانتصاراتنا أو إخفاقاتنا" إدوارد سعيد

يعود أصل هذه الصورة للظاهرة الاستشراقية، حيث صور الغرب الرجل الشرقي في الأدب والتشكيل والسينما خاصة من خلال عدسة استشراقية، غالباً ما كانت تحمل طابعاً نمطياً يخلط بين الإعجاب والتهويل، بين الجاذبية والقسوة، تحكمت فيها تصورات استعمارية وثقافية خدمت مصالح الغرب، حيث يظهر الرجل الشرقي غالباً كـ "شيخ" قوي، غامض، محاط بالجواري، يعيش في قصور فاخرة ويملك سلطة مطلقة.. هذه الصورة غدت خيال النساء الغربيات، حيث بدا الرجل الشرقي رمزاً للرجولة والهيبة والقدرة على الحماية، مقابل الرجل الغربي الذي قيّدته قواعد المجتمع الصارمة.. صور الرجل الشرقي بأنه يجمع بين الجاذبية والهيمنة ويعيش في عالم يفيض بالمتعة الحسية والترّف.. هذا المتخيل الفانتازي عن الآخر غدّته لوحات المستشرقين التي صوّرت الحريم والقصور الشرقية كأماكن للمتعة والجمال، ومعظم هؤلاء لم يروا بلدا مشرقيا في حياتهم، بل استوحوا إبداعاتهم من المحكيات الشعبية وقصص ألف ليلة وليلة.

انقلبت هذه الصورة عندنا إلى افتتان الغربيات بالقادمين من شمال إفريقيا خاصة، حيث الفحولة والرجولة مع لمسة من القوة الذكورية البدائية.. لقد كُبرنا على متخيل صور لنا الغرب كما لو كان أرضاً بكرّاً تنتظرنا لنخصبها، النساء هناك "متحررات"، ومجرد أن تصل بجوازك المثلث بالحروف العجيبة، ستقع الحسنات في غرامك كما تقع التفاحة الناضجة من الشجرة، قيل لنا: "الغربيون باردون، الغربيات فارغات، والعربي فقط يملأهن".. قالت لنا السينما الرديئة، حكايات الأحياء الفقيرة وبعض كتب الأدب الذكوري ومحكيات المهاجرين من أبناء أحيائنا حين يعودون محمّلين بالأوهام والقمصان المستوردة، سرديات فردوسية يخفون بها جحيمهم هناك: "كل امرأة في الغرب تنتظر رجلا يشبهك، فقط كن هناك."

وكان الذكورة العربية المأزومة لم تجد عزاءها إلا في جسد أنثى غريبة، موضوعة في الحكاية كفراغ ينتظر الامتلاء، ككأس لا معنى لها إلا إذا سكبت فيها الفحولة. وقد وقف جورج طرابيشي على هذه الصورة المهترئة للآخر في الرواية العربية، في كتابه الذائع الصيت "شرق/غرب: فحولة - أنوثة"، وأبرز كيف أن المثقف العربي الذكر حين واجه الغرب، لم يكتب الآخر، بل كتب شهوته في الآخر. كتب خوفه، افتتانه وانكساره المقنّع بقناع الغلبة، فصار "الغرب" في المخيال الروائي ليس فضاء معرفياً أو حضارياً، بل حلقة لإثبات رجولة فقدها في الشرق. وفي تلك الروايات، لم يكن الجسد الغربي أنثى كاملة، بل "أنثى-رمز" لفحولة متوهمة، تعويض عن خيبات الذات ومراة تعكس أحلام السيادة. صمناً. في الغرب، لا أحد ينتظر أحداً. وفي كل امرأة، هناك حياة كاملة لا تسمح لأحد أن "يملأها"، لأن الكينونة ليست وعاء. لم تكن نعلم أننا نردد وهما ذكورياً صغيراً، مريضاً ومضحكاً. حتى وصلنا باريس، مدريد، نيويورك، أمستردام، لندن... فلم تفتح لنا النساء أبواب الغرام، ولا سألتنا امرأة عن "فحولتنا"، نمرّ أمامهن فلا يتحولن إلى شلال من الانبهار. نبتمس لإحداهن فنرى في نظرتها قانوناً لا يساوم: "لست معجبة بك فقط لأنك غريب."



By Lodj

ويب
راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

متخيل الفدولة الغرب الذي لا ينتظر

57

الجيل Z والمشاركة السياسية في المغرب: من التفاعل الرقمي إلى الفعل العمومي

55

الحكم الذاتي : على المنتظم الدولي التعامل معه كمكون جغرافي وتاريخي وثقافي واجتماعي وتراثي ممتد في الأمة المغربية...؟؟

53

صحوة المملكة : تجديد التدين وبناء الإنسان وترسيخ الهوية

51

من الساحل إلى الأطلسي: طريق التنمية من أجل الاستقرار

49


الرسالة
ARRISSALA. SA
Imprimerie Arrissala


LODj

كتاب الرأي

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
عماد بن بوجيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma



كناك الرأي

By Lodj

بلاطفورم الشباب

لودجي بالعربية



متخيل الفدولة: الغرب الذي لا ينتظرك

من الساحل إلى الأطلسي:
طريق التنمية من أجل
الاستقرار

صحة المملكة : تجديد
التدين وبناء الإنسان وترسيخ
الهوية

الجيل Z والمشاركة السياسية
في المغرب: من التفاعل
الرقمي إلى الفعل العمومي